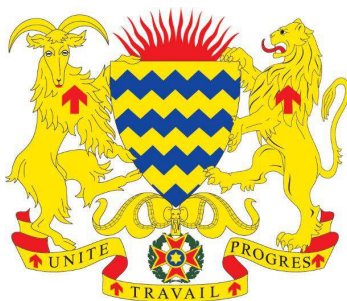


REPUBLIQUE DU TCHAD

Unité - Travail – Progrès



CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
PREAMBULE.....	4
TITRE I : DE L'ÉTAT ET DE LA SOUVERAINETÉ.....	7
TITRE II : DES LIBERTÉS, DES DROITS FONDAMENTAUX ET DES DEVOIRS.....	9
Chapitre I : des libertés et des droits fondamentaux.....	9
Chapitre II : des devoirs.....	13
TITRE III : DU POUVOIR EXÉCUTIF.....	16
Chapitre 1 : du Président de la République.....	16
Chapitre II : du Gouvernement.....	24
TITRE IV : DU POUVOIR LÉGISLATIF.....	27
TITRE V : DES RAPPORTS ENTRE LE POUVOIR EXÉCUTIF ET LE POUVOIR LÉGISLATIF.....	32
TITRE VI : DU POUVOIR JUDICIAIRE.....	42
Chapitre I : de la Cour suprême.....	43
Chapitre II : des règles coutumières et traditionnelles.....	44
TITRE VII : DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	45
TITRE VIII : DE LA COUR DES COMPTES.....	47
TITRE IX : DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE.....	48
TITRE X : DE LA JUSTICE MILITAIRE.....	50
TITRE XI : DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL.....	50
TITRE XII : DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME.....	51
TITRE XIII : DE LA HAUTE AUTORITÉ DES MÉDIAS ET DE L'AUDIOVISUEL.....	52
TITRE XIV : DU HAUT CONSEIL DES CHEFFERIES TRADITIONNELLES.....	53
TITRE XV : DES AUTORITÉS TRADITIONNELLES ET COUTUMIÈRES.....	54

TITRE XVI : DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE.....	54
TITRE XVII : DE L'AGENCE NATIONALE DE GESTION DES ÉLECTIONS	55
TITRE XVIII : DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA SÉCURITÉ.....	56
Chapitre I : de l'Armée nationale tchadienne	57
Chapitre II : de la Gendarmerie nationale.....	57
Chapitre III : de la Police nationale.....	57
Chapitre IV : de la Garde nationale et nomade	58
TITRE XIX : DES COLLECTIVITÉS AUTONOMES	58
TITRE XX : DE LA COOPÉRATION, DES TRAITÉS ET ACCORDS INTERNATIONAUX	62
TITRE XXI : DE L'ADOPTION D'UN PROJET DE CONSTITUTION.....	63
TITRE XXII : DE LA RÉVISION	63
TITRE XXIII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES	64

PREAMBULE

Le Tchad, avec la découverte de TOUMAI, hominidé de plus de sept millions d'années, est le berceau de l'humanité. Il est aussi la terre des SAO, le plus ancien des Peuples du Bassin du Lac Tchad.

Fier de sa diversité culturelle et de son histoire, le Tchad était une terre des empires, des royaumes et des chefferies traditionnelles qui ont fédéré les populations diverses qui y vivent actuellement.

Proclamé République le 28 novembre 1958, le Tchad accède à la souveraineté nationale et internationale le 11 août 1960. Depuis cette date, il connaît une évolution politique et institutionnelle mouvementée.

Des années de guerre, de dictature et de parti unique ont empêché l'éclosion de toute culture démocratique et du pluralisme politique.

Les différents régimes, qui se sont succédé, ont créé et entretenu le régionalisme, le tribalisme, le communautarisme, le népotisme, les injustices sociales, les violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales individuelles et collectives, dont les conséquences ont été la guerre, la violence politique, la haine, l'intolérance et la méfiance entre les différentes composantes de la nation tchadienne.

Cette crise politique et institutionnelle, qui secoue le Tchad depuis plus d'un demi-siècle, n'a pas entamé la détermination du Peuple tchadien à parvenir à l'édification d'une nation, à la dignité, à la liberté, à la paix et à la prospérité.

Ainsi, la Conférence nationale souveraine, tenue à N'Djaména du 15 janvier au 7 avril 1993 et ayant réuni les partis politiques, les associations de la société civile, les corps de l'État, les autorités traditionnelles et religieuses, les représentants du monde rural et les personnalités

ressources, a redonné confiance au Peuple tchadien et permis l'avènement d'une ère nouvelle.

Cette ère nouvelle a été consacrée par la Constitution du 31 mars 1996, adoptée par référendum, révisée par la Loi constitutionnelle N°08/PR/2005 du 15 juillet 2005 et par la Loi constitutionnelle N° 013/PR/2013 du 3 juillet 2013.

Après plusieurs décennies de vie démocratique, une nouvelle Constitution a été adoptée et promulguée le 4 mai 2018, à l'issue d'un premier forum national tenu en 2018, révisée par la Loi constitutionnelle N°017/PR/2020 du 14 décembre 2020 à la suite d'un second forum.

En avril 2021, le changement survenu à la tête de l'État, suite au décès tragique du Président de la République en exercice, a ouvert la voie à une période de transition consacrée par une Charte et dirigée par un Conseil militaire de transition.

Soucieux de l'avenir de leur pays, les Tchadiens ont organisé un Dialogue national inclusif et souverain, du 20 août au 8 octobre 2022, qui leur a permis de se retrouver pour exprimer leurs aspirations légitimes de sortir du cycle récurrent des conflits pour se tourner résolument vers la paix et la prospérité à travers la refondation de l'État.

En conséquence, Nous, Peuple tchadien :

- affirmons, par la présente Constitution, notre volonté de vivre ensemble dans le respect des diversités ethniques, religieuses, régionales et culturelles ; de bâtir un État de droit et une nation unie, fondée sur les libertés publiques et les droits fondamentaux de l'Homme, la dignité de la personne humaine, le pluralisme politique et les valeurs africaines de solidarité et de fraternité ;
- affirmons que la tolérance politique, ethnique et religieuse, le pardon, le dialogue interreligieux et interculturel sont des valeurs

fondamentales concourant à la consolidation de notre unité et à la cohésion nationale ;

- affirmons que l'intégrité, la probité, la transparence, l'impartialité et la redevabilité sont des valeurs républicaines et éthiques propres à moraliser la vie publique ;
- réaffirmons notre attachement aux principes des droits de l'Homme tels que définis par la Charte des Nations unies de 1945, la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ;
- proclamons solennellement notre droit et notre devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'État qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la présente Constitution ;
- affirmons notre opposition totale à tout régime dont la politique se fonderait sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le communautarisme, le confessionnalisme et la confiscation du pouvoir ;
- affirmons notre volonté de coopérer dans la paix et l'amitié avec tous les peuples partageant nos idéaux de liberté, de justice et de solidarité, sur la base des principes d'égalité, d'intérêts réciproques, du respect mutuel et de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence ;
- proclamons notre attachement à la cause de l'unité africaine et notre engagement à tout mettre en œuvre pour réaliser l'intégration sous-régionale et régionale ;
- adoptons solennellement la présente Constitution comme Loi suprême de l'État.

Le présent préambule fait partie intégrante de la Constitution.

TITRE I : DE L'ÉTAT ET DE LA SOUVERAINETÉ

Article 1^{er} : le Tchad est une République souveraine, indépendante, laïque, sociale, une et indivisible, fondée sur les principes de la démocratie, le règne de la loi et de la justice.

Il est affirmé la séparation des religions et de l'État.

Article 2 : d'une superficie d'un million deux cent quatre-vingt-quatre mille (1.284.000) km², la République du Tchad est organisée en Unités administratives et en Collectivités autonomes dont l'autonomie est garantie par la présente Constitution.

Article 3 : la souveraineté appartient au Peuple qui l'exerce soit directement par référendum, soit indirectement par l'intermédiaire de ses représentants élus.

Aucune communauté, aucune corporation, aucun parti politique ou association, aucune organisation syndicale, aucun individu ou groupe d'individus ne peut s'en attribuer l'exercice.

Les conditions de recours au référendum sont déterminées par la présente Constitution et par une loi organique.

Article 4 : les partis et les regroupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment librement et exercent leurs activités dans les conditions prévues par la loi et dans le respect des principes de la souveraineté nationale, de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale et de la démocratie pluraliste.

Article 5 : toute propagande à caractère ethnique, tribal, régional ou confessionnel tendant à porter atteinte à l'unité nationale ou à la laïcité de l'État est interdite.

Article 6 : le suffrage est universel, direct ou indirect, égal et secret.

Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les Tchadiens des deux sexes, âgés de dix-huit ans révolus et jouissant de leurs droits civiques et politiques.

Article 7 : le principe de l'exercice du pouvoir est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, fondé sur la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Article 8 : l'emblème national est le drapeau tricolore : **bleu, or, rouge** à bandes verticales et à dimensions égales ; le bleu étant du côté de la hampe.

La devise de la République du Tchad est : **Unité - Travail - Progrès.**

L'hymne national est : **La Tchadienne.**

La fête nationale est le 11 août, jour de l'indépendance du Tchad.

La capitale de la République du Tchad est : **N'Djaména.**

Article 9 : les attributs de la République sont réservés à l'usage des pouvoirs publics.

Tout usage illégal à des fins privées et toute profanation de ces attributs sont punis par la loi.

Article 10 : les langues officielles sont : **le français et l'arabe.**

La loi fixe les conditions de promotion et de développement des langues nationales.

Article 11 : les sceaux et les armoiries de la République du Tchad sont déterminés par la loi.

Article 12 : les conditions d'acquisition et de perte de la nationalité tchadienne sont fixées par la loi.

TITRE II : DES LIBERTÉS, DES DROITS FONDAMENTAUX ET DES DEVOIRS

Article 13 : les libertés et les droits fondamentaux sont reconnus et leur exercice est garanti aux citoyens dans les conditions et les formes prévues par la Constitution et la loi.

Article 14 : les Tchadiens des deux sexes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Ils sont égaux devant la loi.

Article 15 : l'État assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale.

Il a le devoir de veiller à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et d'assurer la protection de ses droits dans tous les domaines de la vie privée et publique.

Article 16 : sous réserve des droits politiques, les étrangers régulièrement admis sur le territoire de la République du Tchad bénéficient des mêmes droits et libertés que les nationaux. Ils sont tenus de se conformer à la Constitution, aux lois et règlements de la République.

Article 17 : les droits des personnes morales sont garantis par la présente Constitution.

Chapitre I : des libertés et des droits fondamentaux

Article 18 : la personne humaine est sacrée et inviolable.

Tout individu a droit à la vie, à l'intégrité de sa personne, à la sécurité, à la liberté, à la protection de sa vie privée et de ses biens.

Article 19 : nul ne peut être soumis, ni à des sévices ou traitements inhumains, cruels et dégradants, ni à la torture physique ou morale.

Article 20 : l'esclavage, la servitude, la traite des êtres humains, le travail forcé, les mutilations génitales féminines, les mariages précoces ainsi que toutes les formes de violence et d'aviilissement de l'être humain sont interdits.

Article 21 : tout individu a droit au libre épanouissement de sa personne dans le respect des droits d'autrui, des bonnes mœurs et de l'ordre public.

Article 22 : les arrestations et détentions illégales et arbitraires sont interdites.

Article 23 : nul ne peut être détenu dans un établissement pénitentiaire s'il ne tombe sous le coup d'une loi pénale en vigueur.

Article 24 : nul ne peut être arrêté et inculqué qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement aux faits qui lui sont reprochés.

Article 25 : tout prévenu est présumé innocent jusqu'à l'établissement de sa culpabilité à la suite d'un procès régulier offrant des garanties indispensables à sa défense.

Article 26 : la peine est personnelle. Nul ne peut être rendu responsable et poursuivi pour un fait non commis par lui.

Article 27 : les règles coutumières et traditionnelles relatives à la responsabilité pénale collective sont interdites.

Article 28 : les libertés d'opinion et d'expression, de communication, de conscience, de religion, de presse, d'association, de réunion, de circulation et de manifestation sont garanties à tous.

Elles ne peuvent être limitées que par le respect des libertés et des droits d'autrui et par l'impératif de sauvegarder l'ordre public et les bonnes mœurs.

La loi détermine les conditions de leur exercice.

Article 29 : la liberté syndicale est reconnue.

Tout citoyen est libre d'adhérer au syndicat de son choix.

Article 30 : le droit de grève est reconnu.

Il s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Article 31 : la dissolution des associations, des partis politiques et des syndicats ne peut intervenir que dans les conditions prévues par la législation en vigueur, par leurs statuts ou par voie judiciaire.

Article 32 : la Constitution garantit le droit de l'opposition démocratique.

La loi fixe le statut de l'opposition démocratique.

Article 33 : l'accès aux emplois publics est garanti à tout Tchadien sans discrimination aucune, sous réserve des conditions propres à chaque emploi.

Article 34 : l'État œuvre à la promotion des droits politiques de la femme par une meilleure représentation dans les assemblées élues, les institutions et les administrations publiques.

Les conditions d'application de cette disposition sont précisées par la loi.

Article 35 : l'État reconnaît à tous les citoyens le droit au travail.

Il garantit au travailleur la juste rétribution de ses services ou de sa production.

Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines, de ses opinions, de ses croyances, de son sexe ou de sa situation matrimoniale.

Article 36 : tout Tchadien a droit à la culture.

L'État a le devoir de sauvegarder et de promouvoir les valeurs culturelles nationales.

Article 37 : tout citoyen a droit à la création, à la protection et à la jouissance de ses œuvres intellectuelles et artistiques.

L'État assure la promotion et la protection du patrimoine culturel national ainsi que la production artistique et littéraire.

Article 38 : tout citoyen a droit à l'instruction.

L'enseignement public est laïc et gratuit.

L'enseignement privé est reconnu et s'exerce dans les conditions définies par la loi.

L'enseignement fondamental est obligatoire.

Article 39 : l'État assure la promotion et le développement de l'enseignement public général, technique et professionnel.

Article 40 : l'État et les Collectivités autonomes créent les conditions et les institutions qui assurent et garantissent l'éducation des enfants et la promotion féminine.

Article 41 : la famille est la base naturelle et morale de la société.

L'État et les Collectivités autonomes ont le devoir de veiller au bien-être de la famille.

Article 42 : les parents ont le droit naturel et le devoir d'élever et d'éduquer leurs enfants.

L'État et les Collectivités autonomes y veillent et les soutiennent dans cette tâche.

Les enfants ne peuvent être séparés de leurs parents ou de ceux qui en ont la charge que lorsque ces derniers manquent à leur devoir.

Article 43 : l'État et les Collectivités autonomes créent les conditions pour l'épanouissement et le bien-être de la jeunesse.

Article 44 : l'État s'efforce de subvenir aux besoins de tout citoyen qui, en raison de son âge ou de son inaptitude physique ou mentale, se trouve dans l'incapacité de travailler, notamment par l'institution d'organismes à caractère social.

Article 45 : la propriété privée est inviolable et sacrée.

Nul ne peut en être dépossédé que pour cause d'utilité publique dûment constatée et moyennant une juste et préalable indemnisation.

Article 46 : le domicile est inviolable. Il ne peut y être effectué des perquisitions que dans les cas et les formes prescrits par la loi.

Article 47 : tout Tchadien a le droit de fixer librement son domicile ou sa résidence en un lieu quelconque du territoire national.

Article 48 : tout Tchadien a le droit de circuler librement à l'intérieur du territoire national, d'en sortir et d'y revenir.

Article 49 : le secret de la correspondance et des communications est garanti par la loi.

Article 50 : le droit d'asile est accordé aux ressortissants étrangers dans les conditions déterminées par la loi.

L'extradition des réfugiés politiques est interdite.

Article 51 : toute personne a droit à un environnement sain.

Chapitre II : des devoirs

Article 52 : tout citoyen est tenu de respecter la Constitution, les lois et règlements ainsi que les institutions et les symboles de la République.

Article 53 : les biens publics sont inviolables. Toute personne doit les respecter et les protéger.

Article 54 : les pouvoirs publics sont tenus de promouvoir, de respecter et de faire respecter les principes de la bonne gouvernance dans la gestion publique et de réprimer les détournements, la corruption et les infractions assimilées.

Une catégorie de personnalités publiques et d'agents de l'État est soumise à l'obligation de prestation de serment et de déclaration de patrimoine à la prise et à la fin de leur fonction.

Une loi détermine cette catégorie de personnalités publiques et d'agents de l'État soumise à cette obligation ainsi que la formule du serment.

Article 55 : la défense de la patrie et de l'intégrité du territoire national est un devoir pour tout Tchadien.

Le service militaire est obligatoire.

Les conditions d'accomplissement de ce devoir sont déterminées par la loi.

Article 56 : la détention et le port d'armes de guerre sont strictement interdits aux civils sur l'ensemble du territoire national.

Les conditions de détention et de port d'armes civiles par les citoyens sont déterminées par la loi.

Article 57 : la protection de l'environnement est un devoir pour tous.

L'État et les Collectivités autonomes veillent à la défense et à la protection de l'environnement.

Les conditions de stockage, de manipulation et d'évacuation des déchets toxiques ou polluants provenant d'activités nationales sont déterminées par la loi.

Le transit, l'importation, le stockage, l'enfouissement et le déversement sur le territoire national des déchets toxiques ou polluants étrangers sont interdits.

Tout dommage causé à l'environnement fait l'objet d'une juste réparation.

Article 58 : chaque citoyen participe en fonction de ses revenus et de sa fortune aux charges publiques.

Article 59 : nul ne peut se prévaloir de ses croyances religieuses, ni de ses opinions philosophiques pour se soustraire à une obligation dictée par l'intérêt national.

Article 60 : l'État a le devoir de protéger les intérêts légitimes des Tchadiens résidant à l'étranger.

Il œuvre à leur participation à la vie de la nation.

Article 61 : l'État garantit la neutralité politique de l'Administration et des forces de défense et de sécurité.

Article 62 : l'État intègre les droits de l'Homme et les libertés publiques dans les programmes d'enseignement scolaires et universitaires ainsi que dans la formation des forces de défense et de sécurité.

Article 63 : l'État exerce sa souveraineté entière et permanente sur toutes les richesses et les ressources naturelles nationales pour le bien-être de toute la communauté nationale.

Toutefois, il peut concéder l'exploration et l'exploitation de ces ressources naturelles à l'initiative privée.

Article 64 : l'État garantit la liberté d'entreprise.

TITRE III : DU POUVOIR EXÉCUTIF

Article 65 : le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République et le Gouvernement.

Chapitre 1 : du Président de la République

Article 66 : le Président de la République est le Chef de l'État.

Il incarne l'unité nationale.

Il veille au respect de la Constitution.

Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics et la continuité de l'État.

Il est le garant de l'indépendance, de la souveraineté nationale, de l'intégrité du territoire national et du respect des traités et accords internationaux.

Article 67 : le Président de la République est élu au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans.

Il est rééligible une fois pour un mandat consécutif.

Article 68 : peuvent faire acte de candidature à l'élection du Président de la République, les Tchadiens des deux sexes remplissant les conditions suivantes :

- être Tchadien de naissance, né de père et de mère eux-mêmes Tchadiens et n'avoir pas une nationalité autre que tchadienne ;
- avoir trente-cinq ans au minimum ;
- jouir de tous ses droits civiques et politiques ;
- avoir une bonne santé physique et mentale ;
- être de bonne moralité ;
- résider sur le territoire de la République du Tchad.

Le candidat verse, en outre, une caution dont le montant est fixé par la loi.

Si le candidat est membre des forces de défense et de sécurité, il se met au préalable en position de disponibilité.

Article 69 : les candidatures à l'élection du Président de la République sont déposées auprès du Conseil constitutionnel cinquante jours francs au moins et soixante jours francs au plus avant le premier tour du scrutin.

Quarante jours francs avant le premier tour du scrutin, le Conseil constitutionnel arrête et publie la liste des candidats.

Article 70 : le scrutin est ouvert sur convocation des électeurs par décret pris en Conseil des ministres.

L'élection du nouveau Président de la République a lieu trente-cinq jours au plus tard avant l'expiration du mandat en cours.

Article 71 : en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat au premier tour avant les retraits éventuels, le Conseil constitutionnel, après constat, peut ordonner qu'il doit être procédé de nouveau à l'ensemble des opérations électorales. Il en est de même en cas de décès ou d'empêchement de l'un des deux candidats restés en présence en vue du second tour.

Article 72 : l'élection du Président de la République a lieu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Est déclaré élu au premier tour, le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés.

Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue au premier tour, il est procédé dans les quinze jours suivant à un second tour pour les deux candidats arrivés en tête.

A l'issue du second tour, est élu Président de la République le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Article 73 : les conditions d'éligibilité, de présentation, du déroulement du scrutin, du dépouillement et de proclamation des résultats sont précisées par la loi.

Article 74 : le Conseil constitutionnel veille à la régularité du scrutin et proclame les résultats.

Les résultats du scrutin font l'objet d'une proclamation provisoire.

Si aucune contestation relative à la régularité des opérations électorales n'est déposée auprès du Conseil constitutionnel par l'un des candidats dans les cinq jours de la proclamation provisoire, le Conseil constitutionnel déclare le Président de la République définitivement élu.

En cas de contestation, le Conseil constitutionnel est tenu de statuer dans les quinze jours de la proclamation provisoire. Sa décision emporte proclamation définitive ou annulation de l'élection.

Si aucune constatation n'est soulevée dans le délai de cinq jours et si le Conseil constitutionnel estime que l'élection n'est entachée d'aucune irrégularité de nature à entraîner son annulation, il proclame l'élection du Président de la République dans les dix jours qui suivent le scrutin.

En cas d'annulation, il est procédé à un nouveau tour de scrutin dans les quinze jours suivant la décision.

Article 75 : le mandat du nouveau Président de la République prend effet pour compter de sa prestation de serment.

Article 76 : après la proclamation définitive des résultats et avant son entrée en fonction, le Président de la République élu prête publiquement serment devant le Conseil constitutionnel, en présence des membres du Parlement en ces termes :

Nous, . . . , Président de la République élu selon les lois du pays, jurons solennellement devant le Peuple tchadien et sur l'honneur de :

- *préserver, respecter, faire respecter et défendre la Constitution et les lois ;*
- *remplir avec loyauté les hautes fonctions que la nation nous a confiées ;*
- *respecter et défendre la forme républicaine de l'État ;*
- *préserver l'intégrité du territoire et l'unité de la nation ;*
- *tout mettre en œuvre pour garantir la justice à tous les citoyens ;*
- *respecter et défendre les droits et les libertés des individus.*

Au cours de cette cérémonie solennelle, il reçoit les attributs de sa fonction et adresse un message à la nation.

Article 77 : les fonctions du Président de la République sont incompatibles avec l'exercice de tout autre mandat électif, de tout emploi public et de toute autre activité professionnelle et lucrative.

Elles sont également incompatibles avec toute activité au sein d'un parti ou regroupement de partis politiques ou d'une organisation syndicale.

Article 78 : le Président de la République est tenu, lors de son entrée en fonction et à la fin de son mandat, de faire sur l'honneur une déclaration écrite de son patrimoine et de l'adresser à la Cour suprême.

Article 79 : durant son mandat, le Président de la République ne peut, par lui-même, ni par intermédiaire, rien acheter ou prendre en bail qui appartienne au domaine de l'État.

Il ne peut prendre part, ni par lui-même, ni par intermédiaire, aux marchés publics et privés de l'État ou de ses démembrements.

Article 80 : la loi fixe la liste civile et les autres avantages alloués au Président de la République en exercice.

Elle détermine également les modalités d'octroi d'une pension et autres avantages aux anciens Présidents de la République jouissant de leurs droits civiques et politiques.

Article 81 : en cas d'absence du territoire ou d'empêchement temporaire du Président de la République, son intérim est assuré par le Premier ministre dans la limite des pouvoirs qu'il lui aura délégués.

Article 82 : en cas de vacance de la Présidence de la République pour quelle que cause que ce soit ou d'empêchement définitif constaté par le Conseil constitutionnel, saisi par requête du Gouvernement réuni en Conseil des ministres, les attributions du Président de la République, à l'exception des pouvoirs prévus aux articles 85, 88, 89, 93 et 95, sont provisoirement exercées par le Président du Sénat et, en cas d'empêchement de ce dernier, le 1er Vice-président du Sénat.

Le Président intérimaire prête serment devant le Conseil constitutionnel en cette qualité.

Dans tous les cas, il est procédé à de nouvelles élections présidentielles quatre-vingt-dix jours au moins et cent quatre-vingt jours au plus, après l'ouverture de la vacance.

Article 83 : dans l'intervalle, le Premier ministre ne peut ni engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale, ni celle-ci ne peut faire usage de la motion de censure.

Le Président du Sénat assurant les fonctions de Président de la République ne peut ni démettre le Premier ministre et son Gouvernement, ni procéder à la révision de la Constitution, ni dissoudre l'Assemblée nationale.

Article 84 : pendant l'exercice de ses fonctions, la responsabilité pénale du Président de la République n'est engagée que dans le cas de haute trahison telle que prévue à l'article 194.

Article 85 : le Président de la République nomme le Premier ministre.

Il met fin à ses fonctions sur présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.

Sur proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

Article 86 : le Président de la République préside le Conseil des ministres.

Article 87 : le Président de la République promulgue par décret les lois dans les quinze jours qui suivent la transmission au Gouvernement de la loi définitivement adoptée.

Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles.

La nouvelle délibération, qui ne peut être refusée, suspend le délai de promulgation.

En cas d'urgence, le délai de promulgation est ramené à huit jours.

Article 88 : le Président de la République, sur proposition du Gouvernement pendant la durée des sessions ou sur proposition conjointe des deux Assemblées publiée au Journal officiel et après avis du Conseil constitutionnel, peut soumettre au référendum tout projet de loi portant organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord d'union ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions.

Après l'adoption du projet par référendum, le Président de la République promulgue la loi dans le délai prévu à l'article 87.

Article 89 : lorsque le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est menacé par des crises persistantes entre le pouvoir exécutif et le pouvoir

législatif ou si l'Assemblée nationale, en l'espace d'un an, renverse à deux reprises le Gouvernement, le Président de la République peut, après consultation du Premier ministre et des Présidents des deux Assemblées, prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale.

Les élections générales ont lieu dans un délai de quatre-vingt-dix à cent quatre-vingt jours au plus après la dissolution de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit le quinzième jour ouvrable qui suit l'élection de ses membres. Si cette réunion a lieu en dehors des périodes prévues pour les sessions ordinaires, une session extraordinaire est ouverte de droit pour une durée de quinze jours.

Il ne peut être procédé à une nouvelle dissolution dans l'année qui suit ces élections.

Article 90 : le Président de la République signe les ordonnances et les décrets pris en Conseil des ministres.

Il nomme, en Conseil des ministres, aux hautes fonctions civiles et militaires de l'État selon les principes d'égalité, d'équité et de compétence, conformément à la configuration territoriale du Tchad.

Une loi organique détermine les emplois auxquels il est pourvu en Conseil des ministres ainsi que les conditions dans lesquelles le pouvoir de nomination du Président de la République peut être délégué pour être exercé en son nom.

Article 91 : le Président de la République accrédite et rappelle les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des États et des organisations internationales.

Les ambassadeurs et envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès du Président de la République.

Article 92 : le Président de la République est le Chef suprême des Armées.

Il préside les Conseils et Comités supérieurs de la Défense nationale.

Article 93 : lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité du territoire ou l'exécution des engagements internationaux sont menacées d'une manière grave et immédiate et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics est interrompu, le Président de la République, après consultation obligatoire des Présidents des deux Assemblées et du Président du Conseil constitutionnel, prend en Conseil des ministres, pour une durée n'excédant pas quinze jours, les mesures exceptionnelles exigées par ces circonstances.

Cette période ne peut être prorogée qu'après avis conforme des deux Assemblées.

Le Président de la République en informe la nation par un message.

Le Parlement se réunit de plein droit s'il n'est pas en session.

La fin de la crise est constatée par un message du Président de la République à la nation.

Ces mesures exceptionnelles ne sauraient justifier les atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique et morale et aux garanties juridictionnelles accordées aux individus.

Article 94 : les mesures prises en vertu de l'article précédent doivent être inspirées par la volonté d'assurer aux pouvoirs publics constitutionnels, dans les moindres délais, les moyens d'accomplir leur mission.

L'Assemblée nationale ne peut être dissoute pendant l'exercice des pouvoirs exceptionnels.

Article 95 : le Président de la République dispose du droit de grâce.

Article 96 : le Président de la République communique avec les deux Assemblées par des messages qu'il fait lire et qui ne donnent lieu à aucun débat. Hors session, le Parlement est réuni spécialement à cet effet.

Article 97 : les actes du Président de la République autres que ceux relatifs :

- à la nomination du Premier ministre ;
- à la dissolution de l'Assemblée nationale ;
- au recours au référendum ;
- à l'exercice des pouvoirs exceptionnels ;
- aux messages par lui adressés au Parlement ;
- à la saisine du Conseil constitutionnel ;
- à la nomination des membres de la Cour suprême, du Conseil constitutionnel, de la Cour des comptes, de la Haute cour militaire, du Conseil économique, social, culturel et environnemental, de la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel, de la Commission nationale des droits de l'Homme, du Haut conseil des chefferies traditionnelles, du Médiateur de la République ;
- au droit de grâce ;
- aux décrets simples
- sont contresignés par le Premier ministre et, le cas échéant, par les ministres responsables.

Article 98 : les grandes orientations de la politique de la nation sont définies par le Gouvernement et adoptées en Conseil des ministres.

Chapitre II : du Gouvernement

Article 99 : le Gouvernement est composé du Premier ministre et des ministres.

Il exécute la politique de la nation déterminée en Conseil des ministres.

Article 100 : le Premier ministre est le Chef du Gouvernement. Il est nommé par décret du Président de la République.

Les autres membres du Gouvernement sont nommés par le Président de la République sur proposition du Premier ministre.

Article 101 : le Premier ministre présente, dans un délai maximum de vingt-et-un jour, le Gouvernement à l'investiture de l'Assemblée nationale et doit obtenir de celle-ci un vote de confiance sur le programme politique de son Gouvernement.

Le Gouvernement est responsable devant l'Assemblée nationale dans les conditions et suivant les procédures prévues aux articles 151 et 152.

Article 102 : le Premier ministre dirige, coordonne et anime l'action gouvernementale.

Il dispose de l'Administration.

Il est chargé de l'exécution de la politique de défense nationale.

Article 103 : sous la supervision du Premier ministre, le Gouvernement assure la sécurité publique et le maintien de l'ordre dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

À cette fin, il dispose de toutes les forces chargées du maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure.

Article 104 : le Gouvernement assure l'exécution des lois.

Il dispose des organes de contrôle de l'Administration et s'assure du bon fonctionnement des services publics, de la bonne gestion des finances publiques, des entreprises nationales et des organismes publics.

Article 105 : le Premier ministre préside le Conseil de cabinet.

Il supplée le Président de la République dans la présidence du Conseil des ministres, en vertu d'une délégation expresse et pour un ordre du jour déterminé.

Il le supplée également dans la présidence des Conseils et Comités de défense.

Article 106 : le Conseil des ministres détermine les matières dans lesquelles le Premier ministre exerce le pouvoir réglementaire.

Le Premier ministre peut déléguer certains de ses pouvoirs aux membres du Gouvernement.

Article 107 : les actes du Premier ministre sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution.

Article 108 : lors de leur entrée en fonction et à la fin, le Premier ministre et les autres membres du Gouvernement sont tenus de faire sur l'honneur une déclaration écrite de leur patrimoine et de l'adresser à la Cour suprême.

Les dispositions relatives aux marchés publics et adjudications prévues à l'article 79 sont applicables aux membres du Gouvernement.

Article 109 : les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire, de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national, de tout emploi public ou de toute activité professionnelle et lucrative, à l'exception de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la santé.

Une loi organique fixe les conditions dans lesquelles il est pourvu au remplacement des titulaires de mandat parlementaire appelés au Gouvernement.

TITRE IV : DU POUVOIR LÉGISLATIF

Article 110 : le pouvoir législatif est exercé par un Parlement composé de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Les membres de l'Assemblée nationale portent le titre de député.

Les membres du Sénat portent le titre de sénateur.

Article 111 : les députés sont élus au suffrage universel direct.

Article 112 : peuvent être candidats à l'Assemblée nationale, les Tchadiens des deux sexes âgés de vingt-cinq ans au minimum remplissant les conditions fixées par la loi.

Article 113 : le mandat des députés est de cinq ans renouvelable.

Article 114 : le Sénat représente les Collectivités autonomes.

Deux tiers (2/3) de sénateurs sont élus au suffrage universel indirect par un collège électoral composé des conseillers communaux et provinciaux.

Un tiers (1/3) de sénateurs sont nommés par le Président de la République.

Article 115 : peuvent être candidats au Sénat, les Tchadiens des deux sexes âgés de trente--cinq ans au minimum et remplissant les conditions fixées par la loi.

Article 116 : la durée du mandat des sénateurs est de six ans renouvelable.

Article 117 : une loi organique fixe le nombre des membres de chaque Assemblée, leurs indemnités ainsi que le régime des inéligibilités et des incompatibilités.

Article 118 : les membres du Parlement bénéficient de l'immunité parlementaire.

Aucun parlementaire ne peut être poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé pour des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun parlementaire ne peut, pendant la durée de session, être poursuivi ou arrêté en matière criminelle ou correctionnelle qu'avec l'autorisation de l'Assemblée nationale ou du Sénat, sauf cas de flagrant délit.

Aucun parlementaire ne peut, hors session, être arrêté qu'avec l'autorisation du Bureau de son Assemblée, sauf en cas de flagrant délit, de poursuites autorisées ou de condamnation définitive.

En cas de crime ou délit établi, l'immunité peut être levée par l'Assemblée à laquelle appartient le parlementaire lors des sessions ou par le Bureau de ladite Assemblée hors session.

En cas de flagrant délit, le Bureau de l'Assemblée à laquelle appartient le parlementaire est immédiatement informé de l'arrestation.

Article 119 : le Président de l'Assemblée nationale est élu au début de la première session pour la durée de la législature.

Les autres membres du Bureau sont élus pour une période de deux ans renouvelables, sauf pendant l'année précédant le renouvellement de l'Assemblée.

Toutefois, en cas de manquement constaté, les membres du Bureau peuvent être remplacés à l'issue d'un vote de deux tiers (2/3) de l'Assemblée nationale.

En cas de vacance de poste dans le Bureau, pour quelle que cause que ce soit, il est procédé dans les vingt-un jour qui suivent à de nouvelles élections pour pourvoir ce poste.

Article 120 : le Président du Sénat est élu au début de la première session pour la durée de la législature.

Les autres membres du Bureau du Sénat sont élus après chaque renouvellement partiel.

Toutefois, en cas de manquement constaté, les membres du Bureau du Sénat peuvent être remplacés à l'issue d'un vote des deux tiers (2/3) de leur Assemblée.

En cas de vacance de poste dans le Bureau du Sénat, pour quelle que cause que ce soit, il est procédé dans les vingt-un jour qui suivent à des nouvelles élections pour pourvoir ce poste.

Article 121 : le parlementaire représente la nation toute entière.

Tout mandat impératif est nul et de nul effet.

Les Tchadiens de l'étranger sont représentés à l'Assemblée nationale.

Article 122 : le droit de vote des membres du Parlement est personnel.

Toutefois, le règlement intérieur de chaque Assemblée peut autoriser la délégation de vote.

Dans ce cas, nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat.

Article 123 : le règlement intérieur de chaque Assemblée détermine :

- la composition, l'organisation, les règles de fonctionnement du Bureau ainsi que les prérogatives de son président ;
- le nombre, le mode de désignation, la composition, le rôle et la compétence de ses commissions permanentes, de ses commissions de délégations ainsi que de ses commissions temporaires ;
- L'organisation des services administratifs et financiers ;
- le régime disciplinaire de chaque Assemblée ;

- les différents modes de scrutin, à l'exclusion de ceux prévus par la Constitution ;
- toutes les règles relatives au fonctionnement du Parlement.

Article 124 : si, à l'ouverture d'une session, le quorum des deux tiers (2/3) des membres composant une Assemblée n'est pas atteint, la séance est renvoyée au troisième jour ouvrable qui suit. Dans ce cas, les délibérations ne sont valables que si la moitié au moins des membres de chaque Assemblée est présente.

Article 125 : les séances des Assemblées ne sont valables que si elles se déroulent aux lieux ordinaires de leurs sessions, sauf cas de force majeure.

Les séances des Assemblées sont publiques.

Toutefois, chaque Assemblée peut siéger à huis clos à la demande du Premier ministre ou d'un tiers (1/3) de ses membres.

Le compte rendu intégral des débats des Assemblées est publié au Journal officiel de la République.

Article 126 : le Parlement se réunit de plein droit en deux sessions ordinaires par an.

La première session s'ouvre le premier février pour l'Assemblée nationale et le dix février pour le Sénat.

La deuxième session s'ouvre le premier septembre pour l'Assemblée nationale et le dix septembre pour le Sénat.

Si les jours prévus sont fériés, l'ouverture de chaque session a lieu le premier jour ouvrable qui suit.

La durée de la première session ne peut excéder cent-cinquante jours.

La durée de la deuxième session ne peut excéder cent-vingt jours.

Article 127 : lorsque les deux Assemblées se réunissent en congrès, le Président de l'Assemblée nationale préside les travaux.

Article 128 : le Parlement se réunit en session extraordinaire à la demande du Premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale ou le Sénat sur un ordre du jour déterminé.

Lorsque la session extraordinaire est tenue à la demande des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat, le décret de clôture intervient dès que le Parlement a épuisé l'ordre du jour pour lequel il a été convoqué et au plus tard quinze jours à compter de la date d'ouverture de la session.

Le Premier ministre peut seul demander une nouvelle session avant l'expiration du mois qui suit le décret de clôture.

Article 129 : hors les cas dans lesquels le Parlement se réunit de plein droit, les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décret du Président de la République.

Article 130 : le Parlement vote les lois, contrôle l'action du Gouvernement, évalue les politiques publiques et contrôle l'exécution des lois.

Il vote des résolutions et fait des recommandations dans les conditions fixées par son règlement intérieur.

Article 131 : les fonctions de député et de sénateur sont incompatibles avec l'exercice de toute fonction de représentation professionnelle à caractère national, de tout emploi public ou de toute activité professionnelle lucrative, à l'exception de toute activité autorisée par la loi.

TITRE V : DES RAPPORTS ENTRE LE POUVOIR EXÉCUTIF ET LE POUVOIR LÉGISLATIF

Article 132 : la loi est votée par le Parlement.

La loi fixe les règles concernant :

- les droits civiques et les garanties fondamentales accordés aux citoyens pour l'exercice des libertés publiques ;
- la promotion féminine ;
- les sujétions imposées par la défense nationale aux citoyens en leur personne et en leurs biens ;
- les principes fondamentaux de l'organisation des forces de défense et de sécurité ainsi que la Charte des droits et devoirs de ses membres ;
- la nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et les libéralités ;
- le statut des personnes et de la famille ;
- la procédure civile ;
- la détermination des infractions pénales et les peines qui leur sont applicables ;
- la procédure pénale, l'amnistie, la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats ;
- le régime pénitentiaire ;
- l'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toute nature ;
- le régime d'émission de la monnaie ;
- la création de catégories d'établissements publics ;
- la nationalisation et la privatisation des entreprises ;
- les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'État ;
- le régime électoral ;

- la procédure selon laquelle les coutumes sont constatées et mises en harmonie avec les principes de la Constitution ;
- l'exercice du service civique et du service militaire ;
- la déclaration de patrimoine et la liste de personnes assujetties à cette obligation ;
- les catégories de personnalités et d'agents assujettis à cette obligation ainsi que les formules du serment ;
- l'état de siège et l'état d'urgence.

La loi détermine les principes fondamentaux :

- de l'organisation administrative du territoire ;
- de l'organisation de l'Administrative générale ;
- du Statut générale de la Fonction publique ;
- de l'organisation générale de la Défense nationale ;
- de la libre administration des Collectivités autonomes, de leurs compétences et de leurs ressources ;
- de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ;
- de la Charte des partis politiques, des régimes des associations et de la presse ;
- de l'enseignement et de la recherche scientifique ;
- de la santé publique, des affaires sociales et des droits de l'enfant ;
- du régime de sécurité sociale ;
- du régime de la propriété, des droits réels et des obligations civiles et commerciales ;
- de la protection de l'environnement et de la conservation des ressources naturelles ;
- du régime foncier ;
- du régime du domaine de l'État ;
- de la mutualité, de l'épargne et du crédit ;
- du droit du travail et du droit syndical ;
- de la culture, des arts et des sports ;

- du régime des transports et télécommunications ;
- de l'agriculture, élevage, pêche, faune, eaux et forêts.

Les dispositions du présent article peuvent être précisées et complétées par une loi organique.

Article 133 : les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi ont un caractère réglementaire.

Les textes de forme législative intervenus en ces matières peuvent être modifiés par décrets après avis du Conseil constitutionnel.

Ceux de ces textes qui interviendraient après l'entrée en vigueur de la présente Constitution ne pourront être modifiés par décret que si le Conseil constitutionnel a déclaré qu'ils ont un caractère réglementaire en vertu de l'alinéa précédent.

Article 134 : la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement réuni en congrès.

Article 135 : l'état de siège et l'état d'urgence sont décrétés en Conseil des ministres.

Le Gouvernement en informe les Bureaux des deux Assemblées.

Leur prorogation au-delà de vingt-et-un jour ne peut être autorisée que par les deux Assemblées réunies en congrès.

Article 136 : l'envoi des troupes de l'Armée nationale tchadienne hors du territoire national est décidé par le Président de la République.

Le Président de la République informe le Parlement de cette décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il en précise les objectifs poursuivis.

Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Président de la République soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement.

En cas de désaccord entre les deux Assemblées, le vote de l'Assemblée nationale est prépondérant.

Article 137 : le Gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi.

Les matières, objet de l'autorisation, sont énumérées et motivées dans la demande adressée au Parlement.

Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres après avis de la Cour suprême.

Elles entrent en vigueur dès leur publication mais deviennent caduques si le projet de loi de ratification n'est pas déposé devant le Parlement avant la date fixée par la loi d'habilitation.

À l'expiration du délai mentionné au premier alinéa du présent article, les ordonnances ne peuvent plus être modifiées que par la loi dans les matières qui sont du domaine législatif.

Article 138 : les membres du Gouvernement ont accès au Parlement et à ses commissions. Ils sont entendus à la demande d'un parlementaire ou d'une commission.

Ils peuvent se faire assister par des collaborateurs.

Article 139 : la loi organique est une loi qui précise ou complète une ou plusieurs dispositions constitutionnelles.

Elle est votée en termes identiques par les Assemblées sans qu'il ne soit possible de donner la prééminence à l'Assemblée nationale.

Elle ne peut être promulguée que si le Conseil constitutionnel, obligatoirement saisi par le Président de la République, l'a déclarée conforme à la Constitution.

Ne sont pas applicables aux lois organiques, les dispositions relatives à l'habilitation de légiférer accordée au Gouvernement.

Article 140 : les lois de programme déterminent les objectifs de l'action économique, sociale, culturelle et environnementale de l'État.

Article 141 : les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'État dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique et conformément aux principes généraux de transparence et de bonne gouvernance.

Le Parlement vote les projets de loi de finances dans les conditions prévues par une loi organique.

Le projet de loi de finances est déposé sur les Bureaux des deux Assemblées au plus tard la veille de l'ouverture de la deuxième session ordinaire.

Le Parlement dispose de cent-vingt jours au plus pour voter les projets de loi de finances.

Si, par suite d'un cas de force majeure, le Gouvernement n'a pu déposer le projet de loi de finances de l'année en temps utile pour que le Parlement dispose, avant la fin de la session ordinaire du délai prévu à l'alinéa précédent, celle-ci est, immédiatement et de plein droit, suivie d'une session extraordinaire dont la durée est au plus égale au temps nécessaire pour parfaire ledit délai.

Si le projet de loi de finances n'est pas voté définitivement à l'expiration du délai de cent-vingt jours prévu ci-dessus, il peut être mis en vigueur par ordonnance.

Cette ordonnance tient compte des amendements votés par le Parlement et acceptés par le Gouvernement.

Si compte tenu de la procédure ci-dessus, la loi n'a pu être mise en vigueur avant le début de l'année budgétaire, le Gouvernement est autorisé par le Parlement à continuer à percevoir les recettes et exécuter, à titre provisoire mois par mois, les dépenses sur la base des crédits ouverts par la dernière loi de finances afférente à l'exercice précédent.

La Cour des comptes assiste le Gouvernement et le Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances.

Le Parlement règle les comptes de la nation dans la loi de règlement selon les modalités prévues par la loi organique relative aux lois de finances.

Il est, à cet effet, assisté par la Cour des comptes qu'il charge de toute enquête et étude se rapportant à l'exécution des recettes et des dépenses publiques ou à la gestion de la trésorerie nationale, des Collectivités autonomes, des administrations ou institutions relevant de l'État ou soumises au contrôle de celui-ci.

Le projet de loi de règlement est déposé sur les Bureaux des deux Assemblées un an au plus tard après l'exécution du budget.

Article 142 : l'initiative des lois appartient concurremment au Gouvernement et aux membres du Parlement.

Les projets et propositions de loi sont délibérés en Conseil des ministres après avis de la Cour suprême et déposés sur le Bureau de l'une des deux Assemblées.

Les projets de loi de finances sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale.

Article 143 : les projets et propositions de loi relatifs aux compétences et aux ressources des Collectivités autonomes sont votés par les deux Assemblées en termes identiques.

Article 144 : les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit une création ou une aggravation des dépenses publiques, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une proposition d'augmentation de recettes ou d'économies équivalentes.

L'irrecevabilité est prononcée par le Président de chaque Assemblée.

Article 145 : s'il apparaît au cours de la procédure législative qu'une proposition ou un amendement n'est pas du domaine de la loi ou est contraire à une délégation accordée en vertu des dispositions de l'article 137 relatives à l'habilitation, le Président de la République peut opposer l'irrecevabilité.

En cas de désaccord entre le Gouvernement et l'Assemblée intéressée, le Conseil constitutionnel, à la demande de l'une ou de l'autre des parties, statue dans un délai de huit jours.

Article 146 : la discussion des projets et propositions de loi porte, devant la première Assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement.

Une Assemblée, saisie d'un texte voté par l'autre Assemblée, délibère sur le texte qui lui est transmis.

Article 147 : les projets et propositions de loi sont, à la demande du Gouvernement ou de l'Assemblée qui en est saisie, envoyés pour examen aux commissions spécialement désignées à cet effet.

Les projets et propositions de loi pour lesquels une telle demande n'a pas été faite sont envoyés à l'une des commissions permanentes.

Le nombre des commissions permanentes est déterminé par le règlement intérieur de chaque Assemblée.

Article 148 : les membres du Parlement et le Gouvernement ont le droit d'amendement.

Lorsqu'une Assemblée a confié l'examen d'un projet de texte à une commission, le Gouvernement peut, après l'ouverture des débats, s'opposer à l'examen de tout amendement qui n'a pas été préalablement soumis à cette commission.

Si le Gouvernement le demande, l'Assemblée saisie se prononce par un seul vote sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par lui.

Article 149 : tout projet ou proposition de loi est successivement examiné dans les deux Assemblées en vue de l'adoption d'un texte identique.

Lorsque par suite d'un désaccord entre les deux Assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque Assemblée ou, si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chacune d'elles, le Gouvernement a la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

Le texte élaboré par la commission mixte paritaire peut être soumis par le Gouvernement pour approbation aux deux Assemblées. Aucun amendement n'est recevable, sauf accord du Gouvernement.

Si la commission mixte paritaire ne parvient pas à l'adoption du texte commun ou si ce texte n'est pas adopté dans les conditions prévues à l'article précédent, le Gouvernement peut, après une nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et le Sénat, demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement. Dans ce cas, l'Assemblée nationale peut prendre soit le texte élaboré par la commission mixte paritaire, soit le dernier texte voté par elle, complété le cas échéant par un ou plusieurs des amendements du Sénat.

Article 150 : l'ordre du jour des Assemblées est fixé par la conférence des Présidents de chaque Assemblée dont la composition est déterminée par le règlement intérieur de celle-ci.

Un membre du Gouvernement y assiste de droit.

Le règlement intérieur de chaque Assemblée détermine l'organisation des moyens d'information, d'investigation et de contrôle de l'action gouvernementale.

Article 151 : le Premier ministre, après délibération du Conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme et éventuellement sur une déclaration de politique générale.

L'Assemblée nationale met en cause la responsabilité du Gouvernement par le vote d'une motion de censure. Une telle motion n'est recevable que si elle est signée par un dixième (1/10) au moins des membres de l'Assemblée nationale.

Le vote ne peut avoir lieu que quarante-huit heures après son dépôt. Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée nationale.

Si la motion de censure est rejetée, ses signataires ne peuvent en proposer une nouvelle au cours de la même session, sauf dans le cas prévu à l'alinéa ci-dessous.

Le Premier ministre peut, après délibération du Conseil des ministres, engager la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un texte.

Dans ce cas, ce texte est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa 2 du présent article.

Le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale.

Article 152 : lorsque l'Assemblée nationale adopte une motion de censure ou lorsqu'elle désapprouve le programme ou une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier ministre doit remettre au Président de la République la démission du Gouvernement.

Article 153 : la clôture des sessions ordinaires ou extraordinaires est de droit retardé pour permettre, le cas échéant, l'application des dispositions de l'article 151.

Article 154 : le Gouvernement est tenu de fournir au Parlement toutes les explications qui lui sont demandées sur sa gestion et sur ses activités.

Les moyens d'information et de contrôle du Parlement sur l'action du Gouvernement sont :

- l'interpellation ;
- la question écrite ;
- la question orale ;
- les questions d'actualité ;
- la commission d'enquête ;
- la motion de censure ;
- l'audition en commissions ;
- l'évaluation des politiques publiques.

Ces moyens d'information, d'investigation et de contrôle de l'action gouvernementale sont exercés dans les conditions déterminées par le règlement intérieur de chaque Assemblée.

TITRE VI : DU POUVOIR JUDICIAIRE

Article 155 : le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif.

Article 156 : il est institué un seul ordre de juridiction dont la Cour suprême est l'instance la plus haute.

Article 157 : le pouvoir judiciaire est exercé au Tchad par la Cour suprême, les cours d'appel, les tribunaux et les justices de paix.

Il est le gardien des libertés et de la propriété individuelle.

Il veille au respect des droits fondamentaux.

Article 158 : la justice est rendue au nom du Peuple tchadien.

Le Président de la République est le garant de l'indépendance de la magistrature.

Il veille à l'exécution des lois et des décisions de justice.

Il est assisté par le Conseil supérieur de la magistrature.

Article 159 : le Président de la Cour suprême préside le Conseil supérieur de la magistrature.

Article 160 : le Conseil supérieur de la magistrature propose les nominations et statue sur les avancements des magistrats.

Article 161 : les magistrats sont nommés par décret du Président de la République, conformément aux propositions du Conseil supérieur de la magistrature.

Ils sont révoqués dans les mêmes conditions.

Article 162 : la discipline et la responsabilité des magistrats à tous les niveaux relèvent du Conseil supérieur de la magistrature.

Le Conseil de discipline est présidé exclusivement par le Président de la Cour suprême.

Article 163 : les magistrats du siège ne sont soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'à l'autorité de la loi.

Ils sont inamovibles.

Article 164 : une loi organique fixe les règles relatives à la composition, à l'organisation, au fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature ainsi qu'au régime des incompatibilités de ses membres.

Chapitre I : de la Cour suprême

Article 165 : il est institué une Cour suprême.

Article 166 : la Cour suprême est la plus haute juridiction du Tchad en matière judiciaire et administrative.

Elle connaît du contentieux des élections locales.

La Cour suprême comprend deux chambres :

- une chambre judiciaire ;
- une chambre administrative.

Article 167 : la Cour suprême est composée de vingt-et-un membres dont un président et vingt conseillers.

Le Président de la Cour suprême est choisi parmi les hauts magistrats de l'ordre judiciaire.

Il est nommé par décret du Président de la République après avis des Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Sur les vingt conseillers, quatorze sont choisis parmi les hauts magistrats de l'ordre judiciaire et six parmi les spécialistes du droit public.

Article 168 : le mandat des membres de la Cour suprême est de sept ans renouvelable.

Les membres de la Cour suprême sont inamovibles pendant la durée de leur mandat, sauf cas de condamnation pour délit ou crime, de démission ou d'empêchement définitif.

Article 169 : les attributions, les règles de désignation, d'organisation et de fonctionnement ainsi que la procédure suivie devant la Cour suprême sont déterminées par une loi organique

Chapitre II : des règles coutumières et traditionnelles

Article 170 : jusqu'à leur codification, les règles coutumières et traditionnelles ne s'appliquent que dans les communautés où elles sont reconnues.

Toutefois, les coutumes contraires à l'ordre public ou celles qui prônent l'inégalité entre les citoyens sont interdites.

Article 171 : les règles coutumières et traditionnelles régissant les régimes matrimoniaux et les successions ne peuvent s'appliquer qu'avec le consentement des parties concernées.

A défaut de consentement, la loi nationale est seule applicable.

Il en est de même en cas de conflit entre deux ou plusieurs règles coutumières.

Article 172 : les réparations coutumières et traditionnelles ne peuvent faire obstacle à l'action publique.

TITRE VII : DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Article 173 : il est institué un Conseil constitutionnel.

Article 174 : le Conseil constitutionnel est juge de la constitutionnalité des lois, des traités et accords internationaux.

Il connaît du contentieux des élections présidentielles, législatives et sénatoriales.

Il veille à la régularité des opérations du référendum et en proclame les résultats.

Il reçoit le serment du Président de la République élu.

Il statue obligatoirement sur la constitutionnalité :

- des lois organiques, des lois sur les libertés publiques et les droits fondamentaux avant leur promulgation ;
- des règlements intérieurs de l'Assemblée nationale, du Sénat et des autres institutions consacrées par la présente Constitution avant leur mise en application.

Le Conseil constitutionnel est l'organe régulateur du fonctionnement des institutions et de l'activité des pouvoirs publics.

Il règle les conflits d'attributions entre les institutions de l'État et entre l'État et les Collectivités autonomes.

Article 175 : le Conseil constitutionnel est composé de neuf membres dont trois magistrats et six juristes de haut niveau nommés par décret du Président de la République.

Les membres du Conseil constitutionnel doivent être d'une compétence professionnelle reconnue, de bonne moralité et d'une grande probité.

Article 176 : le mandat des membres du Conseil constitutionnel est de neuf ans non renouvelable.

Les membres du Conseil constitutionnel sont inamovibles pendant la durée de leur mandat, sauf cas de condamnation pour délit ou crime, de démission ou d'empêchement définitif.

Article 177 : Le Président du Conseil constitutionnel est élu par ses pairs pour une durée de trois ans renouvelable.

Article 178 : avant leur première entrée en fonction, les membres du Conseil constitutionnel non-magistrats prêtent serment devant la Cour suprême, réunie en audience solennelle, en présence du Président de la République, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat suivant une formule déterminée par la loi.

Article 179 : le Conseil constitutionnel, à la demande du Président de la République, du Premier ministre, du Président du Sénat, du Président de l'Assemblée nationale ou d'au moins un dixième (1/10) des membres de l'Assemblée nationale ou du Sénat, se prononce sur la constitutionnalité d'une loi avant sa promulgation.

Article 180 : tout citoyen peut soulever l'exception d'inconstitutionnalité devant une juridiction dans une affaire qui le concerne.

Dans ce cas, la juridiction sursoit à statuer et saisit le Conseil constitutionnel qui doit prendre une décision dans un délai maximum de quarante-cinq jours.

Article 181 : aucun texte ne peut être promulgué et mis en application dans ses dispositions déclarées inconstitutionnelles.

Article 182 : les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours.

Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives, militaires et juridictionnelles.

Article 183 : les attributions, les règles de désignation des membres, d'organisation et de fonctionnement, les immunités, les incompatibilités ainsi que la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel sont déterminées par une loi organique.

TITRE VIII : DE LA COUR DES COMPTES

Article 184 : il est institué une Cour des comptes.

Article 185 : la Cour des comptes est la plus haute juridiction en matière de contrôle de l'exécution du budget de l'État.

Elle est l'institution supérieure de contrôle des finances publiques.

Article 186 : la Cour des comptes est composée de vingt-et-un membres dont un président et vingt conseillers.

Le Président de la Cour des comptes est choisi parmi les spécialistes du droit budgétaire ou de la comptabilité publique.

Il est nommé par décret du Président de la République après avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat.

Quatorze conseillers sont désignés parmi les spécialistes de gestion, de l'économie, de la fiscalité, du droit budgétaire et de la comptabilité et six parmi les hauts magistrats de l'ordre judiciaire.

Article 187 : les membres de la Cour des comptes sont désignés pour un mandat de six ans renouvelable une fois.

Article 188 : avant leur première entrée en fonction, les membres de la Cour des comptes non-magistrats prêtent serment devant la Cour suprême, réunie en audience solennelle, en présence du Président de la

République, du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat suivant une formule déterminée par la loi.

Article 189 : les attributions, les règles de désignation des membres, d'organisation et de fonctionnement, les immunités, les incompatibilités ainsi que la procédure suivie devant la Cour des comptes sont déterminées par une loi organique.

TITRE IX : DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Article 190 : il est institué une Haute cour de justice.

Article 191 : la Haute cour de justice est composée de quinze membres dont :

- quatre députés ;
- quatre sénateurs ;
- quatre membres de la Cour suprême ;
- trois membres du Conseil constitutionnel.

Les membres de la Haute cour de justice sont élus par leurs pairs au sein de leurs institutions respectives.

Le Président est élu par les membres de la Haute cour de justice.

Article 192 : la Haute cour de justice est compétente pour juger le Président de la République, les Présidents des institutions consacrées par la présente Constitution, les membres du Gouvernement ainsi que leurs complices en cas de haute trahison.

Article 193 : constitue un cas de haute trahison, tout acte portant atteinte à la forme républicaine, à l'unicité et à la laïcité de l'État, à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité du territoire national.

Sont assimilés à la haute trahison, les violations graves et caractérisées des droits de l'Homme, le détournement des fonds publics, la corruption,

la concussion, le trafic de drogues et l'introduction des déchets toxiques ou dangereux, en vue de leur transit, dépôt ou stockage sur le territoire national.

Le Président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison.

Article 194 : la mise en accusation du Président de la République, des Présidents des institutions consacrées par la présente Constitution et des membres du Gouvernement est votée, au scrutin secret, à la majorité des deux tiers (2/3) des membres du Parlement réunis en congrès.

Le Président de la République, les Présidents des institutions consacrées par la présente Constitution et les membres du Gouvernement sont suspendus de leurs fonctions en cas de mise en accusation.

En cas de condamnation, le Président de la République est déchu de ses charges, les Présidents des institutions consacrées par la présente Constitution et les ministres sont révoqués de leurs fonctions par la Haute cour de justice.

Article 195 : la Haute cour de justice est liée par la définition des crimes et délits ainsi que par la détermination des peines résultant des lois pénales en vigueur au moment où les faits ont été commis.

Article 196 : hors les cas de haute trahison, les Présidents des institutions consacrées par la présente Constitution et les membres du Gouvernement sont pénalement responsables de leurs actes devant les juridictions de droit commun.

Article 197 : une loi organique fixe les règles d'organisation et de fonctionnement ainsi que la procédure suivie devant la Haute cour de justice.

TITRE X : DE LA JUSTICE MILITAIRE

Article 198 : il est institué une justice militaire.

La justice militaire est composée des magistrats militaires et comprend la Haute cour militaire, la Cour d'appel militaire et les tribunaux militaires.

Article 199 : la Haute cour militaire connaît en dernier ressort les décisions rendues par la Cour d'appel et les tribunaux militaires dans les conditions définies par la loi.

Elle connaît au premier degré de toutes les infractions d'atteinte à la sûreté de l'État et des crimes commis par les militaires quel que soit leur grade.

Article 200 : la Cour d'appel connaît en appel des jugements rendus par les tribunaux militaires.

Article 201 : les tribunaux militaires connaissent au premier degré de tous les délits, contraventions et infractions connexes commis par les militaires et assimilés quel que soit leur grade et /ou leur statut.

Article 202 : les attributions, les règles de désignation des membres, d'organisation et de fonctionnement ainsi que la procédure suivie devant les juridictions militaires sont déterminées par la loi.

TITRE XI : DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL

Article 203 : il est institué un Conseil économique, social, culturel et environnemental.

Article 204 : le Conseil économique, social, culturel et environnemental est un organe consultatif chargé de donner son avis sur les questions à caractère économique, social, culturel ou environnemental.

Il peut être consulté sur les questions relevant de ses compétences par le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale ou le Président du Sénat.

Il peut également procéder à l'analyse des questions de développement économique, social, culturel ou environnemental.

Article 205 : le Conseil économique, social, culturel et environnemental est composé de vingt-et-un membre dont un président et vingt conseillers.

Article 206 : le Président du Conseil économique, social, culturel et environnemental est nommé par décret du Président de la République après avis du Président de l'Assemblée nationale et du Président du Sénat.

Article 207 : une loi organique fixe les règles de désignation, la durée du mandat des membres, l'organisation et le fonctionnement du Conseil économique, social, culturel et environnemental.

TITRE XII : DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Article 208 : il est institué une Commission nationale des droits de l'Homme.

Article 209 : la Commission nationale des droits de l'Homme est une autorité administrative indépendante.

Article 210 : la Commission nationale des droits de l'Homme a pour mission la promotion et la protection de droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Article 211 : La Commission nationale des droits de l'Homme est autonome quant aux choix des questions qu'elle examine par auto-saisine.

La Commission est entièrement libre des avis qu'elle transmet au Président de la République et dont elle assure la diffusion auprès de l'opinion publique.

Article 212 : la Commission nationale des droits de l'Homme est composée de onze membres dont neuf élus par leurs corporations respectives et deux désignés parmi les personnalités ressources.

Article 213 : le mandat des membres de la Commission nationale des droits de l'Homme est de quatre ans renouvelable une fois.

Article 214 : les attributions, les règles de désignation, d'organisation et de fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'Homme sont déterminées par la loi.

TITRE XIII : DE LA HAUTE AUTORITÉ DES MÉDIAS ET DE L'AUDIOVISUEL

Article 215 : il est institué une Haute autorité des médias et de l'audiovisuel.

Article 216 : la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel est une autorité administrative indépendante.

Article 217 : la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel a pour mission de réguler les activités relatives à l'information et à la communication et de garantir la liberté d'expression et de communication.

Elle exerce sa compétence sur les médias audiovisuels, la presse écrite, les médias électroniques publics et privés et les blogs.

Article 218 : la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel est composée de neuf membres dont un président et huit conseillers nommés par décret du Président de la République.

Le mandat des membres de la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel est de trois ans renouvelable une fois.

Article 219 : la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel élit son Bureau parmi ses membres.

Article 220 : les attributions, les règles de désignation, d'organisation et de fonctionnement de la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel sont précisées par une loi.

TITRE XIV : DU HAUT CONSEIL DES CHEFFERIES TRADITIONNELLES

Article 221 : il est institué un Haut conseil des chefferies traditionnelles.

Article 222 : le Haut conseil des chefferies traditionnelles est une assemblée consultative.

Il donne un avis motivé sur les questions relatives aux chefferies traditionnelles et participe au règlement non juridictionnel des conflits.

Article 223 : les autorités traditionnelles qui siègent au Haut conseil des chefferies traditionnelles sont les suivantes :

- les sultans ;
- les chefs de canton.

Article 224 : le Haut conseil des chefferies traditionnelles est composé de vingt-trois membres dont un président et vingt-deux conseillers.

Le mandat des membres du Haut conseil des chefferies traditionnelles est de quatre ans renouvelable une fois.

Article 225 : une loi détermine le mode de désignation, les règles d'organisation et de fonctionnement du Haut conseil des chefferies traditionnelles.

TITRE XV : DES AUTORITÉS TRADITIONNELLES ET COUTUMIÈRES

Article 226 : les autorités traditionnelles et coutumières sont les garants des us et coutumes.

Article 227 : les autorités traditionnelles et coutumières concourent à l'encadrement des populations et appuient l'action des Collectivités autonomes.

Article 228 : les autorités traditionnelles et coutumières participent, notamment :

- à la valorisation des us et coutumes ;
- à la promotion de la paix, du développement et de la cohésion sociale ;
- au règlement non juridictionnel des différends dans leur ressort territorial.

Article 229 : les autorités traditionnelles et coutumières sont les collaboratrices de l'Administration dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

Article 230 : une loi détermine le statut, les attributions, l'organisation et le fonctionnement des autorités traditionnelles et coutumières.

TITRE XVI : DU MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

Article 231 : il est institué une autorité dénommée « Médiateur de la République ».

Article 232 : le Médiateur de la République est une autorité administrative indépendante, investie d'une mission de service public de médiation.

Article 233 : le Médiateur de la République participe au règlement pacifique des conflits et reçoit les réclamations concernant le fonctionnement de l'Administration publique, des Collectivités autonomes, des établissements publics et de tout organisme investi d'une mission de service public.

Article 234 : le Médiateur de la République est nommé par décret du Président de la République.

Il est choisi parmi les hautes personnalités jouissant d'une probité morale, d'une expérience avérée dans l'Administration publique et d'une connaissance approfondie de la société tchadienne.

Article 235 : une loi détermine les attributions, les règles d'organisation, de fonctionnement des services et les modalités de saisine du Médiateur de la République.

TITRE XVII : DE L'AGENCE NATIONALE DE GESTION DES ÉLECTIONS

Article 236 : il est institué une structure nationale indépendante et permanente dénommée « Agence nationale de gestion des élections ».

Article 237 : l'Agence nationale de gestion des élections est chargée de l'organisation et de la gestion de toutes les opérations électorales et référendaires.

Article 238 : dans l'exercice de sa mission, l'Agence nationale de gestion des élections agit en toute indépendance, impartialité, intégrité, transparence et professionnalisme.

Article 239 : l'Agence nationale de gestion des élections n'entretient aucun lien hiérarchique avec les autres institutions de l'État.

Elle est autonome dans la prise de décisions qui rentrent dans le cadre de l'exercice des attributions qui lui sont conférées.

Article 240 : une loi organique détermine les attributions, les règles de désignation des membres, l'organisation, la composition et le fonctionnement de l'Agence nationale de gestion des élections.

TITRE XVIII : DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA SÉCURITÉ

Article 241 : la défense nationale et la sécurité sont assurées par les forces de défense et de sécurité.

Article 242 : les forces de défense et de sécurité sont composées de :

- l'Armée nationale tchadienne ;
- la Gendarmerie nationale ;
- la Police nationale ;
- la Garde nationale et nomade.

Article 243 : les forces de défense et de sécurité sont au service de la nation.

Elles sont soumises à la légalité républicaine.

Elles sont subordonnées au pouvoir civil.

Article 244 : les forces de défense et de sécurité sont apolitiques.

Nul ne peut les utiliser à des fins particulières.

Article 245 : la défense nationale est assurée par l'Armée nationale tchadienne.

Article 246 : le maintien de l'ordre public et de la sécurité est assuré par la Gendarmerie nationale, la Police nationale et la Garde nationale et nomade.

Chapitre I : de l'Armée nationale tchadienne

Article 247 : l'Armée nationale tchadienne a pour missions de défendre l'intégrité territoriale, l'unité nationale, de garantir l'indépendance nationale et la sécurité du pays contre toute agression ou menace extérieure.

Article 248 : l'Armée nationale tchadienne participe aux missions de développement économique et social ainsi qu'aux opérations humanitaires.

Chapitre II : de la Gendarmerie nationale

Article 249 : la Gendarmerie nationale a pour missions d'assurer :

- la protection des personnes et des biens ;
- le maintien et le rétablissement de l'ordre public ;
- le respect des lois et règlements.

Chapitre III : de la Police nationale

Article 250 : la Police nationale a pour missions de :

- veiller à la sécurité de l'État ;
- assurer le maintien et le rétablissement de l'ordre public ;
- veiller à la sécurité et à la protection des personnes et des biens ;
- veiller à la tranquillité et à la salubrité publiques ;
- assurer le respect des lois et règlements.

Chapitre IV : de la Garde nationale et nomade

Article 251 : la Garde nationale et nomade a pour missions d'assurer :

- la protection des autorités politiques et administratives ;
- la protection des édifices publics ;
- le maintien de l'ordre en milieu rural et nomade ;
- la garde et la surveillance des maisons d'arrêts.

Article 252 : l'action de la Gendarmerie nationale, de la Police nationale et de la Garde nationale et nomade s'exerce sur l'ensemble du territoire national dans le respect des libertés et des droits de l'Homme.

Article 253 : les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Armée nationale, de la Gendarmerie nationale, de la Police nationale et de la Garde nationale et nomade sont fixés par la loi.

TITRE XIX : DES COLLECTIVITÉS AUTONOMES

Article 254 : les Collectivités autonomes de la République du Tchad sont:

- les Communes ;
- les Provinces.

Article 255 : une loi organique détermine le nombre, les dénominations et les limites territoriales des Collectivités autonomes.

Article 256 : les Collectivités autonomes sont dotées de la personnalité morale. Leur autonomie administrative, financière, patrimoniale et économique est garantie par la Constitution.

Article 257 : les Collectivités autonomes s'administrent librement par des assemblées élues qui règlent, par leurs délibérations, les affaires qui leur sont dévolues par la Constitution et par la loi.

Les délibérations des assemblées locales sont exécutoires de plein droit.

Toutefois, elles ne peuvent être contraires aux dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires.

Article 258 : les membres des assemblées locales sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de six ans renouvelable.

Peuvent être candidats aux élections locales, les Tchadiens des deux sexes âgés de vingt-et-un an minimum remplissant les conditions fixées par la loi.

Article 259 : les assemblées locales élisent en leur sein des organes exécutifs pour un mandat de trois ans renouvelable.

Les organes exécutifs sont responsables devant les assemblées locales.

Article 260 : l'État assure la tutelle des Collectivités autonomes. Il est représenté auprès des Collectivités autonomes par les chefs des Unités administratives déconcentrées, chargés de défendre les intérêts nationaux et de faire respecter les lois et règlements.

Aucune Collectivité autonome ne peut exercer une tutelle sur une autre.

Article 261 : l'État veille au développement harmonieux de toutes les Collectivités autonomes sur la base de la solidarité nationale, des potentialités et de l'équilibre territoriaux.

Article 262 : sur la base du principe de subsidiarité, les Collectivités autonomes ont des compétences exclusives et des compétences partagées avec l'État dans les conditions fixées par une loi.

Les Collectivités autonomes disposent, dans leurs domaines de compétence respectifs et dans leur ressort territorial, d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de leurs attributions.

Article 263 : les Collectivités autonomes sont dotées d'une fonction publique locale.

Elles recrutent leurs agents et gèrent leurs carrières.

Article 264 : les Collectivités autonomes votent et exécutent leur budget.

Article 265 : les ressources des Collectivités autonomes sont constituées, notamment :

- des produits des impôts et taxes votés par les assemblées des Collectivités autonomes et perçus directement par elles ;
- de la part qui leur revient de droit sur le produit des impôts et taxes perçus au profit du budget de l'État ;
- des produits des dotations et des subventions attribués par l'État ;
- des produits des emprunts contractés par les Collectivités autonomes, soit sur le marché intérieur, soit sur le marché extérieur après accord des autorités monétaires nationales, avec ou sans garantie de l'État ;
- des dons et legs ;
- des revenus de leur patrimoine ;
- du pourcentage sur le produit des ressources du sol et du sous-sol exploitées sur leur territoire.

Article 266 : les Collectivités autonomes disposent librement de leurs ressources.

Elles peuvent recevoir tout ou partie du produit des impositions de toute nature.

Les recettes fiscales et les autres ressources propres des Collectivités autonomes représentent, pour chaque catégorie de collectivité, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources.

Article 267 : tout transfert de compétences entre l'État et les Collectivités autonomes s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice.

Article 268 : toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des Collectivités autonomes est accompagnée de ressources.

Article 269 : la loi fixe les conditions de mise en œuvre de ces règles et prévoit les dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre les Collectivités autonomes.

Article 270 : une loi prévoit un mécanisme autonome de développement des Collectivités autonomes.

Article le 271 : lorsque les concours de plusieurs Collectivités autonomes sont nécessaires au projet, celles concernées conviennent des modalités de leur coopération.

Article 272 : une loi organique fixe :

- les règles relatives au statut juridique, à l'organisation, au fonctionnement et aux attributions des Collectivités autonomes ainsi que leurs rapports avec l'État ;
- les conditions de gestion démocratique de leurs affaires par les Communes et les Provinces, le nombre des conseillers, les règles relatives à l'éligibilité, aux incompatibilités et aux cas d'interdiction du cumul de mandats ainsi que le régime électoral et les dispositions visant à assurer une meilleure participation des femmes et des jeunes au sein des conseils communaux et provinciaux ;

- les conditions d'exécution des délibérations et des décisions des conseils communaux et provinciaux, conformément aux dispositions de la Constitution ;
- les compétences exclusives et les compétences partagées avec l'État ;
- le régime financier et comptable des Communes et les Provinces ;
- les ressources et les modalités de fonctionnement du mécanisme de développement des Collectivités autonomes ;
- les conditions et les modalités de constitution des groupements ;
- les dispositions favorisant le développement de l'intercommunalité ;
- les règles relatives au bon fonctionnement, à la libre administration, au contrôle de gestion des fonds et programmes, à l'évaluation des politiques publiques locales et à la reddition des comptes.

TITRE XX : DE LA COOPÉRATION, DES TRAITÉS ET ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 273 : la République du Tchad peut conclure avec d'autres États des accords de coopération ou d'association sur la base des principes d'égalité, de respect mutuel de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, des avantages réciproques et de la dignité nationale.

Elle peut créer avec des États des organismes de gestion commune, de coordination et de coopération dans les domaines économique, monétaire, financier, scientifique, technique, militaire et culturel.

Article 274 : le Président de la République négocie et ratifie les traités.

Article 275 : les traités de paix, de défense, de commerce et ceux relatifs à l'usage du territoire national ou à l'exploitation des ressources naturelles, les accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui

engagent les finances de l'État ou ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ne peuvent être approuvés ou ratifiés qu'après autorisation du Parlement.

Ces traités et accords ne prennent effet qu'après avoir été approuvés et ratifiés.

Nulle cession, nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans le consentement du Peuple exprimé par voie de référendum.

Article 276 : si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République ou le Président de l'Assemblée nationale ou du Sénat, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratification ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution.

Article 277 : les traités ou accords régulièrement ratifiés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois nationales, sous réserve pour chaque accord ou traité de son application par l'autre partie.

TITRE XXI : DE L'ADOPTION D'UN PROJET DE CONSTITUTION

Article 278 : le Président de la République, après consultation du Parlement, peut soumettre au référendum un projet de Constitution.

Article 279 : pour être adopté par voie référendaire, le projet de Constitution est approuvé par un vote à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat réunis en congrès.

TITRE XXII : DE LA RÉVISION

Article 280 : l'initiative de la révision appartient concurremment au Président de la République, après décision prise en Conseil des ministres, et aux membres du Parlement.

Pour être pris en considération, le projet ou la proposition de révision est voté, en termes identiques, à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Article 281 : la révision de la Constitution est approuvée par référendum.

Toutefois, il peut être procédé à une révision d'ordre technique, à la majorité des trois cinquièmes (3/5) des membres de l'Assemblée nationale et du Sénat réunis en congrès.

Article 282 : aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'elle porte atteinte :

- à l'intégrité du territoire, à l'indépendance ou à l'unité nationale;
- à la forme républicaine de l'État, au principe de la séparation des pouvoirs et à la laïcité;
- aux libertés et droits fondamentaux du citoyen ;
- au pluralisme politique.

Article 283 : aucune procédure de révision ne peut être engagée lorsque le Président de la République exerce les pouvoirs exceptionnels ou lorsque le Président du Sénat assure l'intérim du Président de la République, conformément aux dispositions des articles 82 et 93 de la présente Constitution.

TITRE XXIII : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 284 : la présente Constitution est adoptée par référendum.

Elle entre en vigueur dès sa promulgation par le Président de la République dans les huit jours suivant la proclamation des résultats du référendum pour l'adoption de la présente Constitution par la Cour suprême.

Article 285 : le Président de la République en fonction continue d'assumer sa charge jusqu'à l'investiture du Président élu.

Article 286 : le Conseil national de transition continue d'exercer sa fonction législative jusqu'à la mise en place de l'Assemblée nationale élue.

Article 287 : jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions, celles en place continuent d'exercer leurs fonctions et attributions, conformément aux lois et règlements en vigueur.

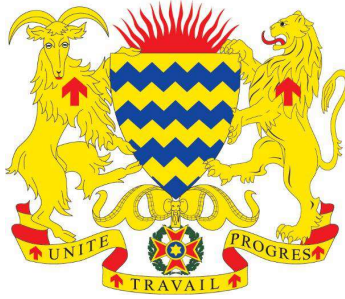
Article 288 : la législation en vigueur, non contraire à la présente Constitution, reste applicable.

Article 289 : les mesures nécessaires à la mise en place des institutions prévues par la présente Constitution sont prises soit par voie législative, soit par décret pris en Conseil des ministres.

Article 290 : en attendant la mise en place du Sénat, ses attributions sont dévolues à l'Assemblée nationale.

Article 291 : la présente Constitution abroge, dès sa promulgation, la Charte de transition du 21 avril 2021 révisée ainsi que toutes les dispositions antérieures contraires.

جمهورية تشاد
وحدة - عمل - تقدم



دستور جمهورية تشاد

المحتويات

2	المحتويات
4	ديباجة
7	الباب الأول: الدولة والسيادة
8	الباب الثاني: الحريات والحقوق الأساسية والواجبات
9	الفصل الأول: الحريات والحقوق الأساسية
13	الفصل الثاني: الواجبات
15	الباب الثالث: السلطة التنفيذية
15	الفصل الأول: رئيس الجمهورية
25	الفصل الثاني: الحكومة
27	الباب الرابع: السلطة التشريعية
32	الباب الخامس: العلاقة بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية
43	الباب السادس: السلطة القضائية
44	الفصل الأول: المحكمة العليا
46	الفصل الثاني: القواعد العرفية والتقليدية
46	الباب السابع: المجلس الدستوري
48	الباب الثامن: محكمة الحسابات
50	الباب التاسع: محكمة العدل العليا
51	الباب العاشر: القضاء العسكري
52	الباب الحادي عشر: المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي
53	الباب الثاني عشر: اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان
54	الباب الثالث عشر: السلطة العليا للإعلام السمعي البصري
55	الباب الرابع عشر: المجلس الأعلى للسلطات التقليدية
55	الباب الخامس عشر: السلطات التقليدية والعرفية
56	الباب السادس عشر: وسيط الجمهورية
57	الباب السابع عشر: الهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات

57	الباب الثامن عشر: الدفاع الوطني والأمن
58	الفصل الأول: الجيش الوطني التشادي
58	الفصل الثاني: الدرك الوطني
59	الفصل الثالث: الشرطة الوطنية
59	الفصل الرابع: الحرس الوطني للبدو والرحل
60	الباب التاسع عشر: التجمعات المستقلة
64	الباب العشرون: التعاون والمعاهدات والاتفاقيات الدولية
65	الباب الحادي والعشرون: اعتماد مشروع الدستور
65	الباب الثاني والعشرون: مراجعة الدستور
66	الباب الثالث والعشرون: الأحكام الانتقالية والختامية

دياجة

باكتشاف توماي (TOUMAI) سلف الإنسان الذي يرجع عمره لأكثر من سبعة ملايين سنة، تعتبر تشاد مهذاً للبشرية. تسمى تشاد أيضاً بأرض الساو (SAO)، أقدم شعوب حوض بحيرة تشاد.

تفخر تشاد بتنوعها الثقافي وتاريخها، فقد كانت أرض الإمبراطوريات والممالك والسلطات التقليدية التي استطاعت دمج وتوحيد المجموعات السكانية المتنوعة التي تعيش فيها الآن.

أعلنت تشاد جمهورية بتاريخ 28 نوفمبر 1958، وحصلت على سيادتها الوطنية والدولية في 11 أغسطس 1960.

ومنذ ذلك الحين شهدت تشاد تطوراً سياسياً ومؤسسياً مضطرباً.

لقد حالت سنوات الحروب والديكتاتورية وحكم الحزب الواحد دون ظهور أي ثقافة ديمقراطية وتعددية سياسية.

وعززت الأنظمة المختلفة التي تعاقبت على الحكم الجهوية والقبلية والطائفية والمحابة والظلم الاجتماعي وانتهاك حقوق الإنسان والحريات الأساسية الفردية والجماعية، مخلفة العنف السياسي والكرهية وعدم التسامح والاحتقان والارتياح بين مختلف مكونات الأمة التشادية.

إن هذه الأزمة السياسية والمؤسسية التي هزت تشاد منذ أكثر من نصف قرن لم تستطع أن تقوض تصميم الشعب التشادي على بناء أمة تنعم بالكرامة والحرية والأمن والتقدم.

فالمؤتمر الوطني المستقل المنعقد بأنجينا بمبادرة من رئيس الجمهورية في الفترة من 15 يناير إلى 7 أبريل 1993 والذي ضم الأحزاب السياسية وجمعيات المجتمع المدني وهيئات الدولة والسلطات التقليدية

والدينية وممثلي العالم الريفي والشخصيات المرجعية، قد أعاد الثقة إلى الشعب التشادي وسمح بإبلالة عهد جديد.

هذا العهد الجديد تم ترسيخه في دستور 31 مارس 1996 الذي اعتمد بموجب استفتاء، وُعدل بالقانون الدستوري رقم 008/رج/2005 المؤرخ في 15 يوليو 2005 ثم بالقانون الدستوري رقم 013/رج/2013 المؤرخ في 3 يوليو 2013.

وبعد أن مضت عدة عقود على المسيرة الديمقراطية، تم اعتماد دستور جديد صدر في 4 مايو 2018 بعد انعقاد المنتدى الوطني الشامل الأول في 2018 لتتم مراجعته بموجب القانون الدستوري رقم 017/ج/2020 المؤرخ 14 ديسمبر 2020 إثر تنظيم منتدى وطني شامل ثان.

وفي أبريل 2021، أدى التغيير الذي حدث على رأس الدولة بسبب الوفاة المأساوية لرئيس الجمهورية إلى تمهيد الطريق لمرحلة انتقالية تم تكريسها في ميثاق انتقالي، ويقودها مجلس عسكري انتقالي.

وحرصًا على مستقبل بلادهم نظم التشاديون حوارًا وطنيًا سياديًا شاملاً في الفترة من 20 أغسطس إلى 8 أكتوبر 2022 سمح لهم بالجلوس سويًا لمناقشة تطلعاتهم المشروعة للخروج من دوامة النزاعات المتكررة وسلك مسار السلام والتقدم عبر إعادة بناء الدولة.

وبناءً عليه، نحن شعب تشاد:

- نؤكد بهذا الدستور على رغبتنا في العيش معًا باحترام التنوع العرقي والديني والإقليمي والثقافي من أجل بناء دولة القانون، وأمة موحدة تقوم على أساس الحريات العامة وحقوق الإنسان الأساسية وكرامته والتعددية السياسية، وقيم التضامن والأخوة الأفريقية؛

- نوكد أن التسامح السياسي والعرقى والسدينى والعفو والحوار بين الأديان والثقافات هى قيم أساسية تساهم فى توطيد وحدتنا وتماسكنا الوطنى؛
 - نوكد على أن النزاهة والاستقامة والشفافية والحياد والمساءلة هى قيم جمهورية وأخلاقية قادرة على تهذيب الحياة العامة؛
 - نوكد مجددًا على تمسكنا بمبادئ حقوق الإنسان كما حددها ميثاق الأمم المتحدة لعام 1945 والإعلان العالمى لحقوق الإنسان لعام 1948 والميثاق الأفريقى لحقوق الإنسان والشعوب لعام 1981؛
 - نعلن رسميًا حقنا وواجبنا فى مقاومة وعصيان أى فرد أو مجموعة أفراد، وأى هيئة حكومية تزيد الاستيلاء على السلطة بالقوة أو تمارسها فى انتهاك لهذا الدستور؛
 - نوكد معارضتنا التامة لأى نظام تقوم سياسته على أساس التعسف والديكتاتورىة والظلم والفساد والابتزاز والمحسوبية والعشائرية والقبلية والتكثف والطائفية ومصادرة السلطة؛
 - نوكد رغبتنا فى التعاون فى إطار السلام والصدافة مع جميع الشعوب التى تشاركنا مئنا العلىا فى الحرية والعدالة والتضامن، على أساس مبادئ المساواة والمصالح المتبادلة والاحترام المتبادل والسيادة الوطنية وسلامة الأراضى وعدم التدخل؛
 - نعلن تمسكنا بقضية الوحدة الأفريقية والتزامنا ببذل قصارى جهدنا فى سبيل تحقيق التكامل الإقليمى ودون الإقليمى؛
 - نجيز هذا الدستور رسميًا باعتباره القانون الأعلى للدولة.
- هذه الديباجة جزء لا يتجزأ من الدستور.

الباب الأول: الدولة والسيادة

المادة 1: تشاد جمهورية ذات سيادة، ومستقلة، و علمانية، واجتماعية، وواحدة لا تتجزأ، تقوم على مبادئ الديمقراطية وسيادة القانون والعدالة.

تم التأكيد على الفصل بين الدين والدولة.

المادة 2: تبلغ مساحة جمهورية تشاد مليون ومائتين وأربعة وثمانين ألف (1.284.000) كيلومتر مربع، وهي منظمة في شكل وحدات إدارية وتجمعات مستقلة يكفل هذا الدستور استقلاليتها.

المادة 3: السيادة للشعب يمارسها إما بشكل مباشر عبر الاستفتاء أو بشكل غير مباشر من خلال ممثليه المنتخبين.

ولا يجوز لأي جماعة أو طائفة أو حزب سياسي أو جمعية أو أي منظمة نقابية أو فرد أو مجموعة أفراد أن تمارسها.

تحدد شروط اللجوء إلى الاستفتاء بهذا الدستور وبقانون تنظيمي.

المادة 4: الأحزاب والتكتلات السياسية تساهم في التعبير عن حق الاقتراع. ويتم تكوينها بحرية وتمارس أنشطتها وفق الشروط المنصوص عليها في القانون وبما يتماشى مع مبادئ السيادة الوطنية وسلامة الأراضي والوحدة الوطنية والديمقراطية التعددية.

المادة 5: تُحظر أية دعاية ذات طبيعة عرقية أو قبلية أو إقليمية أو طائفية تهدف إلى المساس بالوحدة الوطنية أو علمانية الدولة.

المادة 6: الاقتراع عام، مباشر أو غير مباشر، ومتكافئ وسري.

يعتبر ناخبون وفقًا للشروط المحددة بالقانون، جميع التشابيين من كلا الجنسين الذين بلغوا ثمانية عشر عامًا فما فوق، وتمتعين بحقوقهم المدنية والسياسية.

المادة 7: مبدأ ممارسة السلطة هو حكم الشعب من قبل الشعب ومن أجل الشعب، ويقوم على أساس الفصل بين السلطات التنفيذية والتشريعية والقضائية.

المادة 8: الرمز الوطني هو العلم ثلاثي الألوان: أزرق، ذهبي، وأحمر مع خطوط عمودية وأبعاد متساوية، ويكون اللون الأزرق إلى جانب السارية.

شعار جمهورية تشاد هو: وحدة - عمل - تقدم.

النشيد الوطني هو: "النشادية".

العيد الوطني هو 11 أغسطس، يوم استقلال تشاد.

عاصمة جمهورية تشاد هي انجمينا.

المادة 9: سمات الجمهورية محفوظة للسلطات العامة.

أي استخدام غير قانوني لأغراض خاصة، وأي تدنيس لهذه السمات يعاقب عليه القانون.

المادة 10: اللغتان الرسميتان هما الفرنسية والعربية.

يحدد القانون شروط ترقية اللغات الوطنية وتطويرها.

المادة 11: يحدد القانون أختام وشعار النبالة لجمهورية تشاد.

المادة 12: يحدد القانون شروط اكتساب الجنسية التشادية وفقدانها.

الباب الثاني: الحريات والحقوق الأساسية والواجبات

المادة 13: الحريات والحقوق الأساسية معترف بها، وممارستها مكفولة للمواطنين بالشروط والأشكال التي ينص عليها الدستور والقانون.

المادة 14: التشاديون من كلا الجنسين سواسية في الحقوق والواجبات.

وهم متساوون أمام القانون.

المادة 15: تضمن الدولة للجميع المساواة أمام القانون دون تمييز بسبب الأصل أو العرق أو الجنس أو الدين أو الرأي السياسي أو المكانة الاجتماعية.

ويقع على عاتقها مهمة القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة وضمان حماية حقوقها في جميع مجالات الحياة الخاصة والعامة.

المادة 16: مع مراعاة الحقوق السياسية، يتمتع الأجانب المقيمون بصورة شرعية في أراضي جمهورية تشاد بنفس الحقوق والحريات التي يتمتع بها المواطنون. ويُطلب منهم الامتثال لدستور وقوانين وأنظمة الجمهورية.

المادة 17: حقوق الشخصيات الاعتبارية مكفولة بهذا الدستور.

الفصل الأول: الحريات والحقوق الأساسية

المادة 18: الإنسان مقدس ومُصان. ولكل فرد الحق في الحياة، وفي كمال شخصه، وفي الأمن، وفي حماية حياته الخاصة وممتلكاته.

المادة 19: لا يجوز تعريض أي شخص للإساءة أو المعاملة اللاإنسانية والقاسية والمهينة، ولا للتعذيب الجسدي أو المعنوي.

المادة 20: يُحظر الاسترقاق والعبودية والاتجار بالبشر والسُّخرة وتشويه الأعضاء التناسلية للإناث والزواج المبكر وكذلك جميع أشكال العنف والإهانة للإنسان.

المادة 21: لكل فرد الحق في التطور الحر لشخصه مع احترام حقوق الآخرين والأخلاق الحميدة والنظام العام.

المادة 22: يُحظر الاعتقال والاحتجاز التعسفي وغير القانوني.

المادة 23: لا يجوز حبس أي شخص في مؤسسة إصلاحية ما لم يذنه القانون الجنائي المعمول به.

المادة 24: لا يجوز اعتقال أحد أو توجيه اتهامات إليه إلا بموجب قانون سبق صدوره الأفعال المنسوبة إليه.

المادة 25: كل متهم بريء حتى تثبت إدانته بعد محاكمة رسمية تقدم الضمانات الأساسية للدفاع عنه.

المادة 26: العقوبة شخصية. ولا يجوز تحميل أي شخص المسؤولية أو مقاضاته على جريمة لم يرتكبها.

المادة 27: القواعد العرفية والتقليدية المتعلقة بالمسؤولية الجنائية الجماعية محظورة.

المادة 28: حرية الرأي والتعبير والاتصال والضمير والدين والصحافة وتكوين الجمعيات والتجمع والتنقل والتظاهر مكفولة للجميع.

ولا يمكن تقييد هذه الحريات إلا باحترام حريات وحقوق الآخرين وضرورة الحفاظ على النظام العام والأخلاق الحميدة.

ويحدد القانون شروط ممارسة هذه الحريات.

المادة 29: الحرية النقابية معترف بها.

لكل مواطن الحرية في الانضمام إلى النقابة التي يختارها.

المادة 30: الحق في الإضراب معترف به.

ويُمارس في إطار القوانين المنظمة له.

المادة 31: لا يمكن حل الجمعيات والأحزاب السياسية والنقابات إلا بالشروط المنصوص عليها في التشريعات السارية.

المادة 32: يكفل الدستور حق المعارضة الديمقراطية.

ويحدد القانون نظام المعارضة الديمقراطية.

المادة 33: الوصول إلى الوظائف العامة مكفول لجميع التشاديين دون أي تمييز، مع مراعاة الشروط الخاصة بكل وظيفة.

المادة 34: تعمل الدولة على تعزيز الحقوق السياسية للمرأة من خلال تمثيل أفضل في المجالس المنتخبة والمؤسسات والإدارات العامة.

يحدد القانون شروط تطبيق هذا الحكم.

المادة 35: تعترف الدولة بحق العمل لجميع المواطنين.

وتضمن للعامل تعويضاً عادلاً عن خدماته أو إنتاجه.

لا يجوز أن يتضرر أحد في عمله بسبب أصوله أو آرائه أو معتقداته أو جنسه أو حالته الاجتماعية.

المادة 36: لكل تشادي الحق في الثقافة.

على الدولة واجب الحفاظ على القيم الثقافية الوطنية وتعزيزها.

المادة 37: لكل مواطن الحق في ابتكار أعماله الفكرية والفنية وحمايتها والتمتع بها.

تعمل الدولة على تعزيز وحماية التراث الثقافي الوطني والإنتاج الفني والأدبي.

المادة 38: لكل مواطن الحق في التعليم.

التعليم العام علماني ومجاني.

التعليم الخاص معترف به ويمارس وفقاً للشروط التي يحددها القانون.

التعليم الأساسي الزامي.

المادة 39: تكفل الدولة ترقية وتطوير التعليم العام والفني والمهني.

المادة 40: تقوم الدولة والتجمعات المستقلة بتهيئة الظروف وإنشاء المؤسسات التي تضمن وتكفل تربية الأطفال وترقية المرأة.

المادة 41: الأسرة هي الأساس الطبيعي والأخلاقي للمجتمع.

على الدولة والتجمعات المستقلة واجب رعاية رفاهية الأسرة.

المادة 42: للوالدين الحق والواجب الطبيعي في تربية أطفالهما وتعليمهم. وتسهر الدولة والتجمعات المستقلة على ذلك وتدعمهما في هذه المهمة.

لا يمكن فصل الأطفال عن والديهم أو أولياء أمورهم إلا إذا قصر هؤلاء الأخيرين في أداء واجبهم.

المادة 43: تهيئ الدولة والتجمعات المستقلة الظروف الملائمة لتطور الشباب ورفاهيتهم.

المادة 44: تسعى الدولة إلى توفير احتياجات أي مواطن لا يستطيع العمل بسبب سنه أو عجزه البدني أو العقلي، لا سيما من خلال إنشاء المؤسسات ذات الطبيعة الاجتماعية.

المادة 45: الملكية الخاصة مصونة ومقدسة.

لا يجوز نزع ملكية أي شخص منه إلا لوجود منفعة عامة يتم التحقق منها حسب الأصول، ومقابل تعويض عادل ومسبق.

المادة 46: لا يجوز انتهاك حرمة المسكن. ولا يجوز إجراء عمليات تفتيش فيه إلا في الحالات والأشكال التي ينص عليها القانون.

المادة 47: لكل تشادي الحق في اختيار مسكنه أو محل إقامته بحرية وفي أي مكان من التراب الوطني.

المادة 48: لكل تشادي الحق في التنقل بحرية داخل الأراضي الوطنية ومغادرتها والعودة إليها.

المادة 49: سرية المراسلات والاتصالات مكفولة بالقانون.

المادة 50: يمنح حق اللجوء للأجانب وفق الشروط التي يحددها القانون.

تسليم اللاجئين السياسيين محظور.

المادة 51: لكل فرد الحق في بيئة صحية.

الفصل الثاني: الواجبات

المادة 52: على كل مواطن احترام الدستور والقوانين والأنظمة ومؤسسات الجمهورية ورموزها.

المادة 53: الممتلكات العامة مصونة ويجب على الجميع احترامها وحمايتها.

المادة 54: على السلطات العامة تعزيز واحترام وإنفاذ مبادئ الحكم الرشيد في الإدارة العامة وقمع الاختلاس والفساد والجرائم المماثلة.

تخضع فئة من الشخصيات العامة وموظفي الدولة للالتزام بأداء القسم والإعلان عن الأصول عند توليهم مهامهم وعند انتهائهم.

يحدد القانون هذه الفئة من الشخصيات العامة وموظفي الدولة الخاضعين لهذا الالتزام وكذلك شكل القسم.

المادة 55: الدفاع عن الوطن وسلامة التراب الوطني واجب على كل تشادي.

الخدمة العسكرية إلزامية.

ويحدد القانون شروط أداء هذا الواجب.

المادة 56: يُحظر على المدنيين حيازة وحمل الأسلحة الحربية في جميع أنحاء التراب الوطني.

يحدد القانون شروط حيازة وحمل المواطنين للأسلحة المدنية.

المادة 57: حماية البيئة واجب على الجميع.

تسهر الدولة والتجمعات المستقلة للدفاع عن البيئة وحمايتها.

يحدد القانون شروط تخزين ومناولة وتصريف النفايات السامة أو الملوثة الناتجة عن الأنشطة الوطنية.

يحظر عبور النفايات السامة أو الملوثات الأجنبية أو استيرادها أو تخزينها أو دفنها أو إلقائها في التراب الوطني.

أي ضرر يلحق بالبيئة يستوجب تعويضًا عادلًا.

المادة 58: يساهم كل مواطن حسب دخله وميسرته في النفقات العامة.

المادة 59: لا يمكن لأحد أن يستغل معتقده الديني أو رأيه الفلسفي للتملص من واجب تفرضه عليه المصلحة الوطنية.

المادة 60: على الدولة واجب حماية المصالح المشروعة للمواطنين التشاديين في الخارج.

وتعمل على أن يشارك التشاديون المقيمون بالخارج في حياة الأمة.

المادة 61: تضمن الدولة الحياد السياسي للإدارة ولقوات الدفاع والأمن.

المادة 62: تقوم الدولة بإدراج حقوق الإنسان والحريات العامة في برامج التعليم في المدارس والجامعات وكذلك في تدريب قوات الدفاع والأمن.

المادة 63: تمارس الدولة سيادتها الكاملة والدائمة على جميع الثروات الوطنية والموارد الطبيعية من أجل رفاهية المجتمع الوطني بأسره.

ومع ذلك، يجوز لها التنازل عن استكشاف واستغلال هذه الموارد الطبيعية لمبادرة خاصة.

المادة 64: تضمن الدولة حرية الأعمال.

الباب الثالث: السلطة التنفيذية

المادة 65: تُمارس السلطة التنفيذية من قبل رئيس الجمهورية والحكومة.

الفصل الأول: رئيس الجمهورية

المادة 66: رئيس الجمهورية هو رأس الدولة.

وهو يجسد الوحدة الوطنية.

ويسهر على فرض احترام الدستور.

ويضمن من خلال تحكيمه الأداء المنتظم للسلطات العامة وكذلك استمرارية الدولة.

وهو ضامن للاستقلال والسيادة الوطنية وسلامة التراب الوطني واحترام المعاهدات والاتفاقيات الدولية.

المادة 67: يُنتخب رئيس الجمهورية بالاقتراع العام المباشر لمدة خمس سنوات.

وهو مؤهل لإعادة انتخابه مرة واحدة لولاية واحدة على التوالي.

المادة 68: يحق لجميع التشاديين من الجنسين المستوفين للشروط التالية الترشح لمنصب رئيس الجمهورية:

- أن يكون تشادي المولد، من أب وأم تشاديين، وألا يحمل جنسية أخرى غير الجنسية التشادية؛

- ألا يقل عمره عن خمسة وثلاثين عامًا؛

- أن يكون متمتعًا بجميع حقوقه المدنية والسياسية؛

- أن يكون متمتعًا بصحة بدنية وعقلية جيدة؛

- أن يكون حسن الخلق؛

- إن يكون مقيمًا في أراضي جمهورية تشاد.

يدفع المرشح أيضًا كفالة مالية يحدد القانون مقدارها.

إذا كان المرشح من أفراد قوات الدفاع والأمن، يُشترط عليه أن يتفرغ أولاً لهذا المنصب.

المادة 69: تودع طلبات الترشح لمنصب رئيس الجمهورية لدى المجلس الدستوري بخمسين يوماً كاملة كحد أدنى وستين يوماً كحد أقصى قبل بدء الجولة الأولى من الاقتراع.

وقبل أربعين يوماً كاملاً من بدء الجولة الأولى من الاقتراع، يحدد المجلس الدستوري قائمة المرشحين وينشرها.

المادة 70: يُفتح باب الاقتراع بدعوة الناخبين بمرسوم رئاسي يتخذ في مجلس الوزراء.

يتم انتخاب رئيس الجمهورية الجديد بخمسة وثلاثين يوماً على الأكثر قبل انتهاء الولاية الحالية.

المادة 71: في حالة وفاة أو عجز مرشح في الجولة الأولى قبل أي انسحاب، يجوز للمجلس الدستوري - بعد التحقق - أن يأمر بإعادة جميع العمليات الانتخابية. وينطبق الشيء نفسه في حالة وفاة أو عجز أحد المرشحين المتبقين في الجولة الثانية.

المادة 72: يتم انتخاب رئيس الجمهورية باقتراع الأغلبية الفريدة على جولتين.

يُعلن انتخاب المرشح الذي حصل على الأغلبية المطلقة من الأصوات في الجولة الأولى.

إذا لم يحصل أي مرشح على الأغلبية المطلقة في الجولة الأولى، تُعقد الجولة الثانية في غضون خمسة عشر يوماً للمرشحين المتصدرين.

في نهاية الجولة الثانية ينتخب المرشح الحاصل على أكبر عدد من الأصوات رئيساً للجمهورية.

المادة 73: شروط الأهلية والترشح وسير الاقتراع وفرز الأصوات وإعلان النتائج يحددها القانون.

المادة 74: يسهر المجلس الدستوري على انتظام الاقتراع ويعلن النتائج.

تكون نتائج الاقتراع موضوع إعلان مؤقت.

إذا لم يرفع أحد المرشحين إلى المجلس الدستوري أي شكوى بشأن انتظام العمليات الانتخابية خلال خمسة أيام من الإعلان المؤقت، يعلن المجلس الدستوري انتخاب رئيس الجمهورية بشكل نهائي.

وفي حالة وجود نزاع، يتعين على المجلس الدستوري إصدار قرار في غضون خمسة عشر يومًا من الإعلان المؤقت؛ ويستلزم قراره إما الإعلان النهائي للنتائج أو إلغاء الانتخاب.

إذا لم يتم إثارة أي نزاع خلال فترة الخمسة أيام، واعتبر المجلس الدستوري أن الانتخابات لم تشبها أي مخالفة من شأنها أن تؤدي إلى إلغائها، فإنه يُعلن انتخاب رئيس الجمهورية في غضون الأيام العشرة التالية للانتخاب.

وفي حالة الإلغاء، يتم إجراء اقتراع جديد في خلال خمسة عشر يومًا من صدور القرار.

المادة 75: يبدأ سريان ولاية رئيس الجمهورية الجديد من تاريخ أدائه القسم.

المادة 76: بعد الإعلان النهائي للنتائج وقبل توليه منصبه، يؤدي رئيس الجمهورية المنتخب اليمين أمام المجلس الدستوري، بحضور أعضاء البرلمان بهذه الصيغة:

نحن، . . .، رئيس الجمهورية المنتخب وفق قوانين البلاد نقسم رسمياً أمام الشعب التشادي وبشرفنا أن:

- نصون الدستور والقوانين ونحترمها ونفرض احترامها وندافع عنها؛
- نؤدي بأمانة المهام العليا التي كلفتنا بها الأمة؛
- نحترم الشكل الجمهوري للدولة وندافع عنه؛
- نحافظ على وحدة الأراضي ووحدة الأمة؛
- نبذل كل جهد ممكن لضمان العدالة لجميع المواطنين؛
- نحترم حقوق وحريات الأفراد وندافع عنها.

وخلال هذا الحفل الرسمي، يتقلد الرئيس منصبه ويلقي خطاباً للأمة.

المادة 77: تتعارض مهام رئيس الجمهورية مع ممارسة أي ولاية انتخابية أخرى، وأي وظيفة عامة وأي نشاط مهني ومربح آخر.

كما تتعارض مع أي نشاط داخل حزب أو مجموعة أحزاب سياسية أو منظمة نقابية.

المادة 78: يُطلب من رئيس الجمهورية عند توليه منصبه وفي نهاية ولايته تقديم إقرار خطي بممتلكاته ويرسله إلى المحكمة العليا.

المادة 79: خلال فترة ولايته، لا يجوز لرئيس الجمهورية أن يقوم بنفسه أو من خلال وسيط بشراء أو تأجير أي شيء تعود ملكيته للدولة.

ولا يجوز له المشاركة، بنفسه أو من خلال وسيط، في الصفقات العامة والخاصة للدولة أو أقسامها.

المادة 80: يحدد القانون اللائحة المدنية والمزايا الأخرى الممنوحة لرئيس الجمهورية الحالي.

كما يحدد شروط وأحكام منح معاش تقاعدي ومزايا أخرى لرؤساء الجمهورية السابقين الذين يتمتعون بحقوقهم المدنية والسياسية.

المادة 81: في حالة غياب رئيس الجمهورية عن الوطن أو حصول عائق مؤقت له، ينوب عنه رئيس الوزراء مؤقتًا في حدود الصلاحيات التي يمنحها له.

المادة 82: في حالة شغور منصب رئيس الجمهورية لأي سبب كان أو لعائق دائم تحقق منه المجلس الدستوري بعد أن أبلغته الحكومة مجتمعة في مجلس، يمارس رئيس مجلس الشيوخ بشكل مؤقت سلطات رئيس الجمهورية، باستثناء الصلاحيات المنصوص عليها في المواد 85 و 88 و 89 و 93 و 95، وفي حالة عجز هذا الأخير، يمارسها النائب الأول لرئيس مجلس الشيوخ.

يؤدي الرئيس المؤقت اليمين أمام المجلس الدستوري بصفته تلك.

وفي جميع الأحوال، تُجرى انتخابات رئاسية جديدة في غضون تسعين يومًا على الأقل ومائة وثمانين يومًا على الأكثر، بعد إعلان شغور المنصب.

المادة 83: في غضون ذلك، لا يجوز لرئيس الوزراء إقحام مسؤولية الحكومة أمام الجمعية الوطنية، ولا يجوز لهذه الأخيرة اللجوء إلى حجب الثقة.

ولا يجوز لرئيس مجلس الشيوخ القائم بمهام رئيس الجمهورية إقالة رئيس الوزراء وحكومته، ولا اللجوء إلى تعديل الدستور ولا اللجوء إلى حل الجمعية الوطنية

المادة 84: لا تكون المسؤولية الجنائية ملزمة لرئيس الجمهورية لممارسته لمهامه إلا في حالة الخيانة العظمى على النحو المنصوص عليه في المادة 194.

المادة 85: يعين رئيس الجمهورية رئيس الوزراء.

وينهي مهامه بتقديم الأخير استقالة الحكومة.

ويعين أعضاء الحكومة الآخرين بناء على اقتراح رئيس الوزراء، وينهي مهامهم.

المادة 86: يرأس رئيس الجمهورية مجلس الوزراء.

المادة 87: يصدر رئيس الجمهورية بموجب مرسوم رئاسي القوانين في غضون خمسة عشر يوماً من إحالة القانون المُجاز بشكل نهائي إلى الحكومة.

ويجوز له قبل انقضاء هذه الفترة أن يطلب من البرلمان إجراء مداوات جديدة حول القانون أو بعض مواده.

إن المداولة الجديدة، التي لا يمكن رفضها، تتعلق بالمهلة الزمنية للإصدار.

وفي حالات الطوارئ تقلص مهلة الإصدار إلى ثمانية أيام.

المادة 88: إن رئيس الجمهورية بناءً على اقتراح من الحكومة أثناء فترة انعقاد الدورات، أو بناءً على اقتراح مشترك من الجمعيتين يُنشر في الجريدة الرسمية وبعد أخذ رأي المجلس الدستوري، يجوز له أن يقدم للاستفتاء أي مشروع قانون يتعلق بتنظيم السلطات العامة، ينطوي على الموافقة على اتفاق نقابي أو يهدف إلى منح الإذن بالتصديق على معاهدة

من شأنها أن تؤثر على سير عمل المؤسسات، دون أن يتعارض هذا المشروع مع الدستور.

بعد المصادقة على مشروع القانون بالاستفتاء، يصدر رئيس الجمهورية القانون في المدة المنصوص عليها في المادة 87.

المادة 89: عندما يتعرض الأداء المنتظم للسلطات العامة للتهديد بسبب الأزمات المستمرة بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية أو إذا أطاحت الجمعية الوطنية بالحكومة مرتين في ظرف سنة واحدة، يجوز لرئيس الجمهورية، بعد التشاور مع رئيس الوزراء ورئيسي الجمعيتين، أن يعلن حل الجمعية الوطنية.

وتجري انتخابات عامة في الفترة من تسعين إلى مائة وثمانين يوماً على أبعد تقدير بعد حل الجمعية الوطنية.

تجتمع الجمعية الوطنية بقوة القانون في يوم عمل بعد خمسة عشرة يوماً التي تلي انتخابها. وإذا عقد هذا الاجتماع خارج الفترات المحددة للدورات العادية، تُفتح تلقائيًا جلسة غير عادية لمدة خمسة عشر يوماً.

ولا يمكن اللجوء إلى حل جديد في السنة التي تلي هذه الانتخابات.

المادة 90: يوقع رئيس الجمهورية الأوامر والمراسيم المتخذة في مجلس الوزراء.

ويعين في مجلس الوزراء في المناصب المدنية والعسكرية العليا للدولة وفقاً لمبادئ المساواة والإنصاف والكفاءة وبحسب التشكيلة الإقليمية لتشاد.

يحدد قانون تنظيمي المناصب التي يتم التعيين فيها في مجلس الوزراء وكذلك الشروط التي يتم بموجبها تفويض سلطة رئيس الجمهورية في التعيين لتمامس باسمه.

المادة 91: يعتمد رئيس الجمهورية ويستدعي السفراء والمبعوثين فوق العادة لدى الدول والمنظمات الدولية.

السفراء والمبعوثون الأجانب فوق العادة معتمدون لدى رئيس الجمهورية.

المادة 92: رئيس الجمهورية هو القائد الأعلى للقوات المسلحة.

يرأس المجالس واللجان العليا للدفاع الوطني.

المادة 93: عندما تتعرض مؤسسات الجمهورية أو سيادة الأمة أو وحدة الأراضي أو تنفيذ الالتزامات الدولية للتهديد بصورة خطيرة ومباشرة، ويتوقف بذلك سير العمل المنتظم للسلطات العامة، يتخذ رئيس الجمهورية في مجلس الوزراء، بعد أن يستشير الزمائر رئيسي الجمعيتين ورئيس المجلس الدستوري، ولمدة لا تتجاوز خمسة عشر يوماً، الإجراءات الاستثنائية التي تقتضيها هذه الظروف.

ولا يمكن تمديد هذه الفترة إلا بعد موافقة الجمعيتين.

يوجه رئيس الجمهورية رسالة إلى الأمة بهذا الصدد.

ويجتمع البرلمان بقوة القانون إذا لم يكن في دورة.

وتعلن نهاية الأزمة بخطاب يوجهه رئيس الجمهورية إلى الأمة.

إن هذه التدابير الاستثنائية لا تبرر المساس بالحقوق في الحياة والسلامة الجسدية والمعنوية والضمانات القضائية الممنوحة للأفراد.

المادة 94: يجب أن تكون الإجراءات المتخذة بموجب المادة السابقة مستوحاة من الرغبة في أن تتوفر للسلطات العامة الدستورية، في أقرب الفرص، الوسائل اللازمة للاضطلاع بمهامها.

لا يمكن حلّ الجمعية الوطنية أثناء ممارسة السلطات الاستثنائية.

المادة 95: يمتلك رئيس الجمهورية حق العفو.

المادة 96: يتواصل رئيس الجمهورية مع الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ برسائل تُقرأ ولا تكون محلاً للنقاش. وفيما عدا الدورات العادية، يجتمع البرلمان خصيصاً لهذا الغرض.

المادة 97: القرارات التي يتخذها رئيس الجمهورية غير تلك المتعلقة بما يلي:

- تعيين رئيس الوزراء؛
- حلّ الجمعية الوطنية؛
- اللجوء إلى الاستفتاء؛
- ممارسة السلطات الاستثنائية؛
- رسائله التي يوجهها إلى البرلمان؛
- اللجوء إلى المجلس الدستوري؛
- تعيين أعضاء المحكمة العليا والمجلس الدستوري ومحكمة الحسابات والمحكمة العسكرية العليا والمجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي والسلطة العليا للإعلام السمعي البصري، واللجنة الوطنية لحقوق الإنسان، والمجلس الأعلى للسلطات التقليدية ووسيط الجمهورية؛

- حق العفو؛
- المراسيم العادية،

ويوقع عليها بجانبه، عند اللزوم، رئيس الوزراء والوزراء المعنيون.

المادة 98: تُحدّد الحكومة التوجيهات العامة لسياسة الأمة وتعتمدها في مجلس الوزراء.

الفصل الثاني: الحكومة

المادة 99: تتكون الحكومة من رئيس الوزراء والوزراء.

تُنفذ الحكومة سياسة الأمة التي يحددها مجلس الوزراء.

المادة 100: رئيس الوزراء هو رئيس الحكومة. ويُعيّن بموجب مرسوم من رئيس الجمهورية.

يُعيّن رئيس الجمهورية أعضاء الحكومة الآخرين بناءً على اقتراح رئيس الوزراء.

المادة 101: يقدّم رئيس الوزراء الحكومة، خلال مدة أقصاها واحد وعشرون يوماً، إلى الجمعية الوطنية والحصول منها على تصويت بالثقة في البرنامج السياسي لحكومته.

الحكومة مسؤولة أمام الجمعية الوطنية وفقاً للشروط والإجراءات المنصوص عليها في المادتين 151 و152.

المادة 102: يتولّى رئيس الوزراء زمام الحكومة وينسق ويدير عملها. ويتصرف في الإدارة.

وهو المكلف بتنفيذ سياسة الدفاع الوطني.

المادة 103: تكلف الحكومة، تحت إشراف رئيس الوزراء، بضمان الأمن العام وحفظ النظام مع مراعاة الحريات وحقوق الإنسان.

وتحقيقاً لهذه الغاية، تتصرف الحكومة في كافة القوات المسؤولة عن حفظ النظام والأمن الداخلي.

المادة 104: تضمن الحكومة تنفيذ القوانين.

تمتلك الحكومة أجهزة الرقابة على الإدارة وتتحقق من حسن سير الخدمات العامة والإدارة الرشيدة للمال العام والشركات الوطنية والهيئات العامة.

المادة 105: يرأس رئيس الوزراء مجلس الحكومة.

وينوب عن رئيس الجمهورية في رئاسة مجلس الوزراء، بمقتضى تفويض صريح، ولجدول أعمال محدد.

كما ينوب عنه في رئاسة مجالس ولجان الدفاع.

المادة 106: يُحدّد مجلس الوزراء المجالات التي يُمارس فيها رئيس الوزراء السلطة التنظيمية.

بإمكان رئيس الوزراء أن يفوض بعضاً من سلطاته لأعضاء الحكومة.

المادة 107: القرارات الصادرة من رئيس الوزراء يوقع عليها بجانبه، عند الاقتضاء، الوزراء المكلفون بتطبيقها.

المادة 108: يتعيّن على رئيس الوزراء وأعضاء الحكومة تقديم إقرار كتابي بقائمة ممتلكاتهم إلى المحكمة العليا في بداية تسلمهم لمهامهم وعند نهايتها.

تنطبق الأحكام المتعلقة بالصفات العامة والمناقصات المحددة في المادة 79 على أعضاء الحكومة.

المادة 109: تتعارض وظيفة عضو الحكومة مع ممارسة أي تفويض برلماني ومع أية وظيفة تمثيل مهني ذات طابع وطني ومع أي خدمة عامة أو نشاط مهني مربح، باستثناء التعليم العالي والبحث العلمي والصحة.

يُحدّد قانون تنظيمي الشروط الخاصة باستبدال النواب البرلمانيين الذين يُعيّنون أعضاءً بالحكومة.

الباب الرابع: السلطة التشريعية

المادة 110: تُمارس السلطة التشريعية من قبل الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ.

يحمل أعضاء الجمعية الوطنية لقب "النائب".

يحمل أعضاء مجلس الشيوخ لقب "السيناتور".

المادة 111: يُنتخب النواب بالاقتراع العام المباشر.

المادة 112: يحقّ للتشاديين من الجنسين الذين لا تقل أعمارهم عن خمس وعشرين سنة الترشح لعضوية الجمعية الوطنية إذا استوفوا الشروط المنصوص عليها في القانون.

المادة 113: ولاية النواب خمس سنوات قابلة للتجديد.

المادة 114: يُمثّل مجلس الشيوخ التجمعات المستقلة.

يُنتخب ثلثا أعضاء مجلس الشيوخ بالاقتراع العام غير المباشر من قبل هيئة انتخابية تتألف من أعضاء مجالس الولايات والبلديات.

ويتم تعيين ثلث أعضاء مجلس الشيوخ من قبل رئيس الجمهورية.

المادة 115: يحق للنشاديين من الجنسين الذين لا تقل أعمارهم عن خمس وثلاثين سنة الترشح لعضوية مجلس الشيوخ إذا استوفوا الشروط المنصوص عليها في القانون.

المادة 116: ولاية أعضاء مجلس الشيوخ ست سنوات قابلة للتجديد.

المادة 117: يحدد قانون تنظيمي عدد أعضاء الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ، وعلاواتهم ونظام عدم الأهلية والتعارض.

المادة 118: يتمتع أعضاء البرلمان بالحصانة البرلمانية.

لا يجوز ملاحقة أي نائب برلماني ولا البحث عنه أو توقيفه أو احتجازه أو محاكمته بسبب ما يُدلي به من رأي أو تصويت أثناء ممارسة مهامه.

لا يجوز ملاحقة أي نائب برلماني أو اعتقاله، خلال فترة انعقاد الدورات، في المسائل الجنائية أو الإصلاحية إلا بإذن من الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ إلا في حالة المخالفات الجسيمة.

لا يجوز القاء القبض على أي برلماني، خارج فترة انعقاد الدورات، إلا بإذن من مكتب الجمعية التي ينتمي إليها، ما عدا في حالات التلبس بالجريمة أو الملاحظات القضائية المأذون بها أو بموجب إدانة نهائية تصدر في حقه.

في حالة التلبس بالجريمة أو ثبوت جنحة عليه، يجوز للجمعية التي ينتمي إليها رفع الحصانة عنه خلال فترة انعقاد الدورات أو من قبل مكتب تلك الجمعية خارج فترة انعقاد الدورة.

وفي حالة التلبس بالجريمة يتم إبلاغ مكتب الجمعية التي ينتمي إليها باعتقاله على الفور.

المادة 119: يُنتخب رئيس الجمعية الوطنية في بداية الدورة الأولى لمدة الولاية التشريعية.

كما يُنتخب أعضاء المكتب الباقون لمدة عامين قابلة للتجديد، إلا خلال السنة التي تسبق تجديد الجمعية.

بيد أنه في حالة حدوث خرق خطير، يجوز استبدال أعضاء المكتب بأغلبية ثلثي أصوات الجمعية الوطنية.

في حالة وجود منصب شاغر في مكتب الجمعية الوطنية، لأي سبب من الأسباب، يُجرى انتخاب جديد في غضون واحد وعشرين يوماً بعد شغور المنصب لملء المنصب الشاغر.

المادة 120: يُنتخب رئيس مجلس الشيوخ في بداية الدورة الأولى لمدة الإنابة التشريعية.

يتم انتخاب أعضاء مكتب مجلس الشيوخ الآخرين بعد كل تجديد جزئي. مع ذلك، في حالة حدوث خرق ملحوظ، يمكن استبدال أعضاء مكتب مجلس الشيوخ بأغلبية ثلثي أصوات مجلسهم.

في حالة وجود منصب شاغر في مكتب مجلس الشيوخ، لأي سبب من الأسباب، يُجرى انتخاب جديد في غضون واحد وعشرين يوماً بعد شغور المنصب لملء المنصب الشاغر.

المادة 121: يُمثل النائب البرلماني الأمة بأسرها.

كل انتداب الزامي لاغ وباطل.

يُمثل التشاديون في الخارج في الجمعية الوطنية.

المادة 122: حق التصويت أمر شخصي لأعضاء البرلمان.

بيد أنه يجوز لللائحة الداخلية للجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ أن تأذن بتفويض التصويت.

وفي هذه الحالة، لا يمكن لأحد أن يتمتع بتفويض أكثر من موكل.

المادة 123: تحدد اللائحة الداخلية للجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ:

- التشكيلية والتنظيم وقواعد سير عمل المكتب وكذلك صلاحيات رئيسته؛
- العدد وكيفية التعيين والتشكيلية والدور، واختصاص لجانته الدائمة ولجان التفويض وكذلك لجانته المؤقتة؛
- تنظيم الأقسام الإدارية والمالية؛
- النظام التأديبي لكل جمعية؛
- مختلف أشكال الاقتراح، عدا التي نص عليها الدستور؛
- كافة القواعد المتعلقة بسير عمل البرلمان.

المادة 124: إذا لم يبلغ النصاب ثلثي الأعضاء المشكلين للجمعية، عند افتتاح دورة ما، تُوجّل الجلسة إلى اليوم الثالث المفتوح الذي يلي ذلك. وفي هذه الحالة، لا تصح المداولات إلا بحضور نصف النواب لكل جمعية على الأقل.

المادة 125: لا تصح جلسات الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ إلا إذا عُقدت في الأماكن العادية المخصصة لدوراتهما، إلا في حالات القوة القاهرة.

إن جلسات الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ علنية.

غير أنه يمكن لكل جمعية عقد اجتماع مغلق بطلب من رئيس الوزراء أو من ثلث أعضائها.

ينشر التقرير الكامل لمداورات الجمعية الوطنية في الجريدة الرسمية للجمهورية.

المادة 126: يعقد البرلمان وجوباً دورتين عاديتين كل سنة.

تفتتح الدورة الأولى للجمعية الوطنية في الأول من فبراير، ولمجلس الشيوخ في العاشر من فبراير.

تفتتح الدورة الثانية للجمعية الوطنية في الأول من سبتمبر، ولمجلس الشيوخ في العاشر من سبتمبر.

إذا وافقت الأيام المحددة أيام عطلة، فتفتتح كل دورة في أول يوم مفتوح يليها.

لا يمكن أن تتجاوز مدة الدورة الأولى مائة وخمسين يوماً.

ولا يمكن أن تتجاوز مدة الدورة الثانية مائة وعشرين يوماً.

المادة 127: عندما تجتمع الجمعيتان في جلسة عامة، يترأس رئيس الجمعية الوطنية الأعمال.

المادة 128: يجتمع البرلمان في دورة غير عادية بطلب من رئيس الوزراء أو من أغلبية الأعضاء الذين يشكلون الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ حول جدول أعمال محدد.

عندما تُعقد الدورة غير العادية بطلب من أعضاء الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ يصدر مرسوم الاختتام حال إنهاء البرلمان لجدول الأعمال الذي دُعي من أجله وفي موعد لا يتجاوز خمسة عشر يوماً ابتداء من تاريخ افتتاح الدورة.

يجوز لرئيس الوزراء وحده أن يطلب عقد دورة جديدة قبل انتهاء الشهر الذي يلي مرسوم الاختتام.

المادة 129: في غير الحالات التي يجتمع فيها البرلمان وجوباً تفتتح وتختتم الدورات غير العادية بمرسوم من رئيس الجمهورية.

المادة 130: يصوت البرلمان على القوانين، ويراقب العمل الحكومي، ويُعَيِّم السياسات العامة ويُراقب إنفاذ القوانين.

ويصوت على القرارات ويقدم توصيات وفقاً للشروط المنصوص عليها في لائحته الداخلية.

المادة 131: تتعارض وظائف النائب البرلماني والسيناتور مع ممارسة أي وظيفة تمثيل مهني ذات طابع وطني أو أي خدمة عمومية أو أي نشاط مهني مربح، ما عدا الأنشطة التي يسمح بممارستها القانون.

الباب الخامس: العلاقة بين السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية

المادة 132: إقرار القانون من اختصاص البرلمان.

يحدد القانون القواعد المتعلقة بما يلي:

- الحقوق المدنية والضمانات الأساسية الممنوحة للمواطنين لممارسة الحريات العامة؛
- ترقية المرأة؛
- التبعيات التي يفرضها الدفاع الوطني على المواطنين في أنفسهم وأموالهم؛
- المبادئ الأساسية لتنظيم قوات الدفاع والأمن وكذا ميثاق حقوق وواجبات أفرادها؛

- الجنسية، حالة الأشخاص وأهليتهم ونظم الزواج والميراث والهبات؛
- الوضع القانوني للأفراد والأسر؛
- الإجراءات المدنية؛
- تحديد الجرائم والجنح وكذلك العقوبات المطبقة عليها؛
- الإجراءات الجنائية، العفو الشامل، إنشاء وتنظيم الهيئات القضائية، والنظام الأساسي للقضاة؛
- نظام السجون؛
- الوعاء الضريبي ومعدل وطرق جباية الضرائب من شتى الأنواع؛
- نظام إصدار العملة؛
- إنشاء فئات المؤسسات العمومية؛
- تأميم المؤسسات وخصصتها؛
- الضمانات الأساسية الممنوحة للموظفين المدنيين والعسكريين للدولة؛
- نظام الانتخابات؛
- الإجراء الذي تُقرّ بموجبه الأعراف وتتسجم مع مبادئ الدستور؛
- ممارسة الخدمة المدنية والعسكرية؛
- إعلان الممتلكات وقائمة الأشخاص الخاضعين لهذا الالتزام؛
- فئات الأشخاص والعمال الخاضعين لهذا الالتزام وكذلك صيغة القسم؛

- حالة الحصار وحالة الطوارئ.
- يحدد القانون المبادئ الأساسية التالية:
- التنظيم الإداري للأراضي الوطنية؛
- تنظيم الإدارة العامة؛
- النظام الأساسي العام للوظيفة العامة؛
- التنظيم العام للدفاع الوطني؛
- الإدارة الحرة للتجمعات المستقلة واختصاصاتها ومواردها؛
- تخطيط المدن واستصلاح الأراضي؛
- ميثاق الأحزاب السياسية ونظم الجمعيات والصحافة؛
- التعليم والبحث العلمي؛
- الصحة العامة والشؤون الاجتماعية وحقوق الطفل؛
- نظام الضمان الاجتماعي؛
- نظام الملكية والحقوق العينية والالتزامات المدنية والتجارية؛
- حماية البيئة وحفظ الموارد الطبيعية؛
- النظام العقاري؛
- نظام أملاك الدولة؛
- تبادل التعاون والادخار والائتمان؛
- قانون العمل والنقابات؛
- الثقافة والفنون والرياضة؛
- نظام النقل والاتصالات السلكية واللاسلكية؛

- الزراعة والثروة الحيوانية والصيد والحياة البرية والمياه والغابات.

يجوز توضيح أحكام هذه المادة واستكمالها بمقتضى قانون تنظيمي.

المادة 133: المسائل غير تلك التي تدخل في نطاق القانون ذات طابع تنظيمي.

النصوص التي لها شكل تشريعي وجاءت بهذه المسائل يمكن أن تُعدل بمراسيم بعد أخذ رأي المجلس الدستوري.

أما النصوص التي تأتي بعد سريان مفعول هذا الدستور فلا يمكن أن تُعدل بمرسوم إلا إذا صرّح المجلس الدستوري بأن لها طابع تنظيمي بمقتضى الفقرة السابقة.

المادة 134: يتم إعلان الحرب بإذن من البرلمان المجتمع في جلسة عامة.

المادة 135: تُقرر حالة الحصار وحالة الطوارئ بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

وتُخطر الحكومة مكثبي الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ بهذا الشأن.

لا يسمح بتمديد حالي الحصار والطوارئ لأكثر من واحد وعشرين يوماً إلا بإذن من الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ مجتمعان في جلسة عامة.

المادة 136: يُقرر رئيس الجمهورية إرسال الجيش الوطني التشادي خارج الأراضي الوطنية.

يُخطر رئيس الجمهورية البرلمان بقرار تدخل الجيش الوطني التشادي في الخارج، خلال مدة أقصاها ثلاثة أيام بعد بداية التدخل. ويوضح الرئيس الأهداف المنشودة.

و عندما تتجاوز مدة التدخل أربعة أشهر، يقدم رئيس الجمهورية للبرلمان
إذناً بتمديدھا.

في حالة عدم التوافق بين الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ، يُرَجَّح
تصويت الجمعية الوطنية.

المادة 137: يحق للحكومة من أجل تنفيذ برنامجها أن تطلب من البرلمان
الإذن باتخاذ إجراءات عبر أوامر، خلال أجل محدد، تكون بطبيعة الحال من
اختصاص القانون.

يجب ذكر وتعليل المواد موضوع الإذن في الطلب الموجه إلى البرلمان.

تتخذ الأوامر القانونية في مجلس الوزراء بعد أخذ رأي المحكمة العليا.

تدخل الأوامر القانونية حيز التنفيذ فور نشرها، غير أنها تصبح لاغية إذا لم
يتسلم البرلمان مشروع قانون التصديق عليها قبل التاريخ الذي يحدده قانون
التأهيل.

وبانقضاء الأجل المذكور في الفقرة الأولى من هذه المادة، تصبح هذه
الأوامر القانونية غير قابلة للتعديل إلا بموجب القانون في المواضيع الخاصة
بالمجال التشريعي.

المادة 138: يُنَّاح لأعضاء الحكومة الوصول إلى البرلمان ولجانه.

يتم الاستماع لأعضاء الحكومة بناءً على طلب أحد البرلمانيين أو إحدى
اللجان.

ويجوز لأعضاء الحكومة الحضور مع معاونيهم.

المادة 139: إن القانون التنظيمي هو قانون يوضح أو يكمل حكماً واحداً أو
عدة أحكام دستورية.

يتم التصويت عليه بعبارة متطابقة من قبل الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ دون أن يكون من الممكن إعطاء الأولوية للجمعية الوطنية.

ولا يمكن إصدار القانون التنظيمي إلا بعد أن يقوم رئيس الجمهورية إلزاماً بإحالته إلى المجلس الدستوري، وإعلان هذا الأخير بأنه مطابقٌ للدستور.

لا تنطبق الأحكام المتعلقة بأهلية سن القوانين الممنوحة للحكومة على القوانين التنظيمية.

المادة 140: تحدد القوانين المتعلقة بالبرامج أهداف العمل الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي للدولة.

المادة 141: تحدد قوانين المالية موارد الدولة ونفقاتها وفقاً للشروط والتحفيزات المنصوص عليها في القانون التنظيمي ووفقاً للمبادئ العامة للشفافية والحكم الرشيد.

يصوت البرلمان على مشاريع قوانين المالية وفقاً للشروط المنصوص عليها في القانون التنظيمي.

يُقدم مشروع قانون المالية إلى مكتبي الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ ليلة افتتاح الدورة العادية الثانية كأجل أقصى.

يمتلك البرلمان مائة وعشرين يوماً كحد أقصى للتصويت على مشروع قانون المالية.

إذا لم تستطع الحكومة، لأسباب قاهرة، أن تقدم مشروع قانون المالية للسنة في الوقت المناسب حتى يتمكن البرلمان من البت فيه قبل نهاية الدورة العادية للمهلة المنصوص عليها في الفقرة السابقة، تُستدعى فوراً وبقوة القانون دورة استثنائية تكون مدتها على قدم المساواة مع الوقت اللازم لإنجاز الأجل المذكور.

وإذا لم يتم التصويت على مشروع قانون المالية نهائياً بعد انقضاء مدة المائة وعشرين يوماً المنصوص عليها أعلاه، يجوز تطبيقه بموجب أمر.

يجب أن يأخذ هذا الأمر في عين الاعتبار التعديلات التي صوت عليها البرلمان وقبّلتها الحكومة.

وإذا تعذر، في ضوء الإجراء المذكور أعلاه، بدء نفاذ القانون قبل بداية السنة المالية، يأذن البرلمان للحكومة بمواصلة تحصيل الإيرادات وتنفيذها بشكل مؤقت شهراً بعد شهر، على أساس الاعتمادات المفتوحة بموجب قانون المالية الأخير المتعلق بالسنة المالية السابقة.

تساعد محكمة الحسابات الحكومة والبرلمان في مراقبة تنفيذ قوانين المالية.

يتولى البرلمان تسوية حسابات الأمة في قانون التسوية وفقاً للطرق المنصوص عليها في قوانين المالية.

وتحقيقاً لهذه الغاية تساعد محكمة الحسابات التي يكلفها بجميع الدراسات الاستقصائية والدراسات المتعلقة بتنفيذ الإيرادات والنفقات العامة، أو إدارة الخزينة الوطنية أو التجمعات المستقلة والإدارات أو مؤسسات الدولة أو المؤسسات التي تعمل تحت مراقبتها.

ويقدّم مشروع قانون التسوية إلى مكتبي الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ في موعد أقصاه سنة واحدة بعد تنفيذ الميزانية.

المادة 142: تعود مبادرة القانون في الوقت نفسه إلى الحكومة وأعضاء البرلمان.

يتم التداول في مشاريع ومقترحات القوانين في مجلس الوزراء بعد أخذ رأي المحكمة العليا ومن ثم تُحال إلى مكتب إحدى الجمعيتين.

تُحال مشاريع قوانين المالية إلى الجمعية الوطنية أولاً.

المادة 143: يتم التصويت على مشاريع ومقترحات القوانين المتعلقة باختصاصات وموارد التجمعات المستقلة من قبل الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ بعبارات متطابقة.

المادة 144: لا تُقبل المقترحات والتعديلات التي يقدمها أعضاء البرلمان إذا كان اعتمادها سيؤدي إما إلى تخفيض الموارد العامة أو إحداث نفقات عامة أو زيادتها إلا إذا كانت مصحوبة باقتراح بزيادة الإيرادات أو ما يُعادلها من توفير.

عدم القبول ينطق به رئيس كل جمعية.

المادة 145: إذا تبين أثناء الإجراء التشريعي أن هناك مقترحاً أو تعديلاً لا يدخل في نطاق القانون أو مخالف لتفويض مُنح بمقتضى أحكام المادة 137 من هذا الدستور المتعلقة بالتحويل، يحق لرئيس الجمهورية أن يدفع بعدم قبوله.

وفي حالة نشوب خلاف بين الحكومة والجمعية المعنية، يبت المجلس الدستوري - بناءً على طلب أحد الطرفين - في الأمر في ظرف ثمانية أيام.

المادة 146: تتم مناقشة مشاريع ومقترحات القوانين أمام أول جمعية أُحيل إليها النص المقدم من طرف الحكومة.

الجمعية التي أُحيل إليها نصٌ مصادق عليه من طرف الجمعية الأخرى، تُداول حول النص المُحال إليها.

المادة 147: ترسل مشاريع القوانين والمقترحات، بناءً على طلب الحكومة أو الجمعية التي أُحيلت إليها، إلى لجان تعيين خصيصاً لهذا الغرض للنظر فيها.

وترسل مشاريع ومقترحات القوانين التي لم يقدم في شأنها الطلب إلى إحدى اللجان الدائمة.

يتم تحديد عدد اللجان الدائمة باللائحة الداخلية لكل جمعية.

المادة 148: لأعضاء البرلمان والحكومة الحق في التعديل.

عندما تعهد إحدى الجمعيتين بفحص مشروع نص إلى إحدى اللجان يجوز للحكومة بعد افتتاح المناقشات، أن تعارض النظر في أي تعديل لم يقدم من قبل إلى هذه اللجنة.

وإذا طلبت الحكومة ذلك، تقرر الجمعية المُحال إليها بتصويت واحد على كل أو جزء النص قيد المناقشة، مع الاحتفاظ بالتعديلات التي تقترحها أو قبلتها فقط.

المادة 149: يدرس كل مشروع قانون أو مقترح على التوالي في كلتا الجمعيتين بغية اعتماد نص مماثل.

إذا لم يعتمد مشروع قانون أو مقترح قانون، نتيجة لخلاف بين الجمعيتين، بعد قراءتين من قبل كل جمعية، أو إذا أعلنت الحكومة الحاجة الملحة، بعد قراءة واحدة من قبل كل جمعية، يجوز للحكومة أن تثير عقد اجتماع للجنة مشتركة متساوية الأعضاء مكلفة باقتراح نص بشأن الأحكام المتبقية.

يجوز للحكومة أن تقدم النص الذي تضعه اللجنة المشتركة المتساوية الأعضاء إلى الجمعيتين للموافقة عليه. ولا يمكن قبول أي تعديل ما لم توافق عليه الحكومة.

وإذا لم تعتمد اللجنة المشتركة المتساوية الأعضاء النصّ المشترك أو إذا لم يُعتمد النصّ وفقاً للشروط المنصوص عليها في المادة السابقة، يجوز للحكومة، بعد قراءة أخرى للجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ، أن تطلب من الجمعية الوطنية أن تبت بشكل نهائي. وفي هذه الحالة، يجوز للجمعية الوطنية إمّا أن تنقح النص الذي وضعته اللجنة المشتركة المتساوية الأعضاء أو النص الأخير الذي صوتت عليه، أو استكمالها إذا لزم الأمر بتعديل واحد أو أكثر من تعديلات مجلس الشيوخ.

المادة 150: تحدد الجلسة العامة لرؤساء كل جمعية جدول أعمال الجمعيتين، وتُحدّد تشكيلة كل جمعية في لائحتها الداخلية.

يحق لعضو الحكومة المشاركة في هذه الجلسة العامة بقوة القانون.

تحدد اللائحة الداخلية لكل جمعية تنظيم وسائل الإعلام والتحقيق والرقابة على العمل الحكومي.

المادة 151: يلتزم رئيس الوزراء، بعد مداوات مجلس الوزراء، أمام الجمعية الوطنية بمسؤولية الحكومة عن برنامجه وربما عن بيان السياسة العامة.

تُعيد الجمعية الوطنية النظر في مسؤولية الحكومة بالتصويت على اقتراح حجب الثقة. ولا يجوز قبول هذا الاقتراح إلا إذا وقّع عليه عُشر (10/1) أعضاء الجمعية الوطنية على الأقل.

لا يمكن إجراء التصويت إلا بعد مضي ثماني وأربعين ساعة على طرحه. وتسجل فقط الأصوات المؤيدة لحجب الثقة الذي لا يُعتمد إلا بأغلبية أعضاء الجمعية الوطنية.

في حالة رفض اقتراح حجب الثقة، لا يجوز للموقعين عليه أن يقترحوا طلباً جديداً خلال الدورة نفسها، إلا في الحالة المنصوص عليها في الفقرة أدناه.

يجوز لرئيس الوزراء، بعد مداوات مجلس الوزراء، أن يجعل الحكومة مسؤولة أمام الجمعية الوطنية عن التصويت على النص.

في هذه الحالة، يعتبر هذا النص معتمداً، ما لم يُعتمد اقتراح بتوجيه اللوم، يقدم في غضون الأربع وعشرين ساعة التالية، وفقاً للشروط المنصوص عليها في الفقرة الثانية من هذه المادة.

يجوز لرئيس الوزراء أن يطلب من مجلس الشيوخ الموافقة على بيان السياسة العامة.

المادة 152: عندما تعتمد الجمعية الوطنية طلب حجب الثقة أو في حال لم توافق على البرنامج أو بيان السياسة العامة للحكومة، يتعين على رئيس الوزراء تقديم استقالة الحكومة إلى رئيس الجمهورية.

المادة 153: يؤجل، عند الاقتضاء، اختتام الدورات العادية أو غير العادية بقوة القانون للتمكن من تطبيق أحكام المادة 151 من هذا الدستور.

المادة 154: تُلزم الحكومة بتزويد البرلمان بجميع الإيضاحات التي تُطلب منها بشأن إدارتها وأنشطتها.

الوسائل الإعلامية والرقابية التي يستخدمها البرلمان حول عمل الحكومة هي:

- الاستجواب؛
- السؤال الخطي؛
- السؤال الشفهي؛
- المسائل المستجدة؛
- لجنة التحقيق؛
- حجب الثقة؛
- الاستماع في إطار اللجان؛
- تقييم السياسات العامة.

تمارس وسائل الإعلام والتحقيق والرقابة هذه وفقاً للشروط التي تحددها اللائحة الداخلية لكل جمعية.

الباب السادس: السلطة القضائية

المادة 155: السلطة القضائية مستقلة عن السلطة التنفيذية والسلطة التشريعية.

المادة 156: يُنشأ سلك قضائي واحد حيث تكون المحكمة العليا أعلى جهاز.

المادة 157: تمارس السلطة القضائية في تشاد من قبل المحكمة العليا، ومحاكم الاستئناف، والمحاكم الابتدائية ومحاكم الصلح.

وهي الحامية للحريات والممتلكات الفردية.

وتكفل احترام الحقوق الأساسية.

المادة 158: تُقام العدالة باسم الشعب التشادي.

رئيس الجمهورية هو الضامن لاستقلال القضاء.

ويسهر على تنفيذ القوانين والأحكام القضائية.

ويساعده في ذلك المجلس الأعلى للقضاء.

المادة 159: يرأس المجلس الأعلى للقضاء رئيس المحكمة العليا.

ويكون وزير العدل نائبه الأول بقوة القانون.

المادة 160: يقترح المجلس الأعلى للقضاء تعيين القضاة ويبت في ترقيةهم.

المادة 161: يتم تعيين القضاة بمرسوم من رئيس الجمهورية وفقاً لاقتراحات المجلس الأعلى للقضاء.

ويتم إقالتهم بالشروط نفسها.

المادة 162: تقع مسؤولية انضباط القضاة في جميع المستويات على عاتق المجلس الأعلى للقضاء. ويرأس المجلس التأديبي حصرًا رئيس المحكمة العليا.

المادة 163: لا يخضع القضاة الجالسون خلال ممارسة مهامهم إلا لسلطة القانون.

وهم ثابتون لا يمكن عزلهم.

المادة 164: يحدد القانون التنظيمي قواعد تعيين الأعضاء الآخرين في المجلس الأعلى للقضاء، وكذا التنظيم وسير العمل، ونظام عدم التوافق.

الفصل الأول: المحكمة العليا

المادة 165: تم إنشاء محكمة عليا.

المادة 166: المحكمة العليا هي أعلى محكمة في تشاد في المسائل القضائية والإدارية.

وهي تبت في النزاعات المتعلقة بالانتخابات المحلية.

تتكون المحكمة العليا من غرفتين:

- غرفة قضائية؛

- غرفة إدارية.

المادة 167: تتألف المحكمة العليا من واحد وعشرين عضواً، منهم رئيس وعشرين مستشاراً.

يُعيّن رئيس المحكمة العليا من بين كبار قضاة النظام القضائي.

يعين رئيس المحكمة العليا بموجب مرسوم من رئيس الجمهورية بعد أخذ رأي رئيسي الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ.

من بين المستشارين العشرين، يتم اختيار أربعة عشر مستشاراً من بين كبار قضاة النظام القضائي وستة من بين المتخصصين في القانون العام.

المادة 168: فترة ولاية أعضاء المحكمة العليا هي سبع سنوات قابلة للتجديد.

أعضاء المحكمة العليا غير قابلين للعزل طوال فترة ولايتهم إلا في حالة الإدانة بجنحة أو جريمة أو الاستقالة أو العجز الدائم.

المادة 169: يحدد قانون تنظيمي اختصاصات المحكمة العليا وقواعد التعيين فيها وتنظيمها وسير عملها وكذلك الإجراء المتبع أمامها.

الفصل الثاني: القواعد العرفية والتقليدية

المادة 170: ريثما يتم تقنين القواعد العرفية والتقليدية، فهي لا تطبق إلا في المجتمعات التي تعترف بها.

وُحظر العادات المخالفة للنظام العام أو تلك التي تشجع عدم المساواة بين المواطنين.

المادة 171: لا يمكن تطبيق القواعد العرفية والتقليدية التي تحكم أنظمة الزواج والتوريث إلا بموافقة الأطراف المعنية.

في حالة عدم الموافقة، يطبق القانون الوطني فقط.

وينطبق الشيء نفسه في حالة وجود تعارض بين قاعدتين أو أكثر من القواعد العرفية.

المادة 172: لا يمكن أن تحول التعويضات العرفية والتقليدية دون إقامة الدعوى العامة.

الباب السابع: المجلس الدستوري

المادة 173: تم تأسيس مجلس دستوري.

المادة 174: المجلس الدستوري هو الحكم في دستورية القوانين والمعاهدات والاتفاقات الدولية.

فهو يبيت في المنازعات المتعلقة بالانتخابات الرئاسية والتشريعية وانتخابات مجلس الشيوخ.

ويسهر على انتظام عمليات الاستفتاء ويعلن نتائجه.

يتلقى أداء اليمين من رئيس الجمهورية المنتخب.

ويبت بشكل إلزامي في دستورية:

- القوانين التنظيمية والقوانين المتعلقة بالحريات العامة والحقوق الأساسية قبل إصدارها؛
- اللوائح الداخلية للجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ والمؤسسات الأخرى التي ينص عليها هذا الدستور قبل تطبيقها.

المجلس الدستوري هو الهيئة المنظمة لسير عمل المؤسسات وأنشطة السلطات العامة.

ويبت في المنازعات المتعلقة بتضارب الاختصاصات بين مؤسسات الدولة وبين الدولة والتجمعات المستقلة.

المادة 175: يتألف المجلس الدستوري من تسعة أعضاء، منهم ثلاثة قضاة وستة خبراء قانونيين رقيعي المستوى يتم تعيينهم بمرسوم من رئيس الجمهورية.

يجب أن يكون أعضاء المجلس الدستوري من المشهود لهم بالكفاءة المهنية العالية وحسن الخلق والنزاهة.

المادة 176: فترة ولاية أعضاء المجلس الدستوري هي تسع سنوات غير قابلة للتجديد.

لا يجوز عزل أعضاء المجلس الدستوري طيلة فترة ولايتهم، إلا في حالة الإدانة بجنحة أو جريمة أو الاستقالة أو العجز الدائم.

المادة 177: ينتخب رئيس المجلس الدستوري من قبل أقرانه لمدة ثلاث سنوات قابلة للتجديد.

المادة 178: يؤدي أعضاء المجلس الدستوري من غير القضاة، قبل توليهم مهامهم لأول مرة، اليمين أمام المحكمة العليا في جلسة رسمية

بحضور رئيس الجمهورية ورئيس الجمعية الوطنية ورئيس مجلس الشيوخ وفق صيغة يحددها القانون.

المادة 179: بناءً على طلب رئيس الجمهورية، أو رئيس الوزراء، أو رئيس مجلس الشيوخ، أو رئيس الجمعية الوطنية، أو عُشر أعضاء الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ على الأقل، ينطق المجلس الدستوري بدستورية القانون قبل إصداره.

المادة 180: يحق لأي مواطن الدفع بعدم الدستورية أمام القضاء في قضية تخصه.

في هذه الحالة، تعلق المحكمة حكمها وتحيل القضية إلى المجلس الدستوري ليصدر الأخير قراراً خلال مدة أقصاها خمسة وأربعين يوماً.

المادة 181: لا يجوز إصدار النص أو تطبيق حكم من أحكامه بعد الإعلان عن عدم دستوريته.

المادة 182: إن قرارات المجلس الدستوري غير قابلة للطعن.

وهي ملزمة للسلطات العامة وجميع السلطات الإدارية والعسكرية والقضائية.

المادة 183: يحدد قانون تنظيمي اختصاصات المجلس الدستوري وقواعد تعيين أعضائه وتنظيم سير عمله والحصانات وحالات عدم التوافق وكذلك الإجراء المتبع أمامه.

الباب الثامن: محكمة الحسابات

المادة 184: تم إنشاء محكمة للحسابات.

المادة 185: محكمة الحسابات هي أعلى سلطة قضائية في مجال مراقبة تنفيذ ميزانية الدولة.

وهي المؤسسة العليا لمراقبة المال العام.

المادة 186: تتألف محكمة الحسابات من واحد وعشرين عضواً بينهم الرئيس وعشرين مستشاراً.

يتم اختيار رئيس محكمة الحسابات من بين الخبراء في قانون الميزانية أو المحاسبة العامة.

ويتم تعيينه بمرسوم من رئيس الجمهورية بعد استشارة رئيس الجمعية الوطنية ورئيس مجلس الشيوخ.

ويتم تعيين أربعة عشر مستشاراً من بين الخبراء في الإدارة والاقتصاد والضرائب وقانون الميزانية والمحاسبة وستة من بين كبار القضاة بالنظام القضائي.

المادة 187: يتم تعيين أعضاء محكمة الحسابات لمدة ست سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

المادة 188: يؤدي أعضاء محكمة الحسابات من غير القضاة، قبل توليهم مهامهم لأول مرة، اليمين أمام المحكمة العليا، في جلسة رسمية، بحضور رئيس الجمهورية ورئيس الجمعية الوطنية ورئيس مجلس الشيوخ وفق صيغة يحددها القانون.

المادة 189: يحدد قانون تنظيمي اختصاصات محكمة الحسابات، وقواعد تعيين الأعضاء فيها، وتنظيمها وسير عملها، والحصانات، وحالات عدم التوافق، وكذلك الإجراءات المتبوع أمامها.

المادة 190: تم إنشاء محكمة عدل عليا.

المادة 191: تتكون محكمة العدل العليا من خمسة عشر عضواً، وهم:

- أربعة نواب برلمانيين؛
- أربعة أعضاء من مجلس الشيوخ؛
- أربعة أعضاء من المحكمة العليا؛
- ثلاثة أعضاء من المجلس الدستوري.

يتم انتخاب أعضاء محكمة العدل العليا من قبل أقرانهم في إطار مؤسساتهم الخاصة بهم.

ويتم انتخاب الرئيس من قبل أعضاء محكمة العدل العليا.

المادة 192: تختص محكمة العدل العليا بمحاكمة رئيس الجمهورية ورؤساء المؤسسات المنصوص عليها في هذا الدستور وأعضاء الحكومة والمتواطنين معهم في حالة الخيانة العظمى.

المادة 193: يُعتبر خيانة عظمى كل عمل يمس بالشكل الجمهوري للدولة وحدتها وعلانياتها وسيادتها واستقلالها وسلامة ترابها الوطني.

وتدخل في إطار الخيانة العظمى الانتهاكات الجسيمة والصارخة لحقوق الإنسان، واختلاس الأموال العامة، والفساد، والرشوة، والاتجار بالمخدرات، وإدخال النفايات السامة أو الخطرة بهدف نقلها أو إيداعها أو تخزينها في التراب الوطني.

لا يجوز مساءلة رئيس الجمهورية عن الأعمال التي يقوم بها أثناء أداء مهامه إلا في حالة الخيانة العظمى.

المادة 194: يتم التصويت بالاقتراع السري بأغلبية ثلثي أعضاء البرلمان المجتمعين في الجلسة على لائحة اتهام رئيس الجمهورية ورؤساء المؤسسات المكرسة في هذا الدستور وأعضاء الحكومة.

يؤقف رئيس الجمهورية ورؤساء المؤسسات المكرسة في هذا الدستور وأعضاء الحكومة عن العمل في حالة توجيه الاتهام إليهم.

وفي حالة الإدانة، تقوم محكمة العدل العليا بعزل رئيس الجمهورية من منصبه، وعزل رؤساء المؤسسات المنصوص عليها في هذا الدستور، وعزل الوزراء من مناصبهم.

المادة 195: تلتزم محكمة العدل العليا بتعريف الجرائم والجنح وبالحكم الناجم عن القوانين الجنائية السارية وقت ارتكاب الجرائم.

المادة 196: فيما عدا حالات الخيانة العظمى، فإن رؤساء المؤسسات المنصوص عليها في هذا الدستور وأعضاء الحكومة مسؤولون جنائياً عن أعمالهم أمام محاكم القانون العام.

المادة 197: يحدد قانون تنظيمي قواعد تنظيم محكمة العدل العليا وسير عملها والإجراء المتبع أمامها.

الباب العاشر: القضاء العسكري

المادة 198: تم تأسيس قضاء عسكري.

يتكون القضاء العسكري من قضاة عسكريين، ويشمل المحكمة العسكرية العليا ومحكمة الاستئناف العسكرية والمحاكم العسكرية.

المادة 199: تنتظر المحكمة العسكرية العليا كمالاً أخيراً في الأحكام الصادرة عن محكمة الاستئناف والمحاكم العسكرية وفق الشروط التي يحددها القانون.

وهي تنظر في الدرجة الأولى في جميع المخالفات بأمن الدولة والجرائم التي يرتكبها العسكريون بغض النظر عن رتبهم.

المادة 200: تنظر محكمة الاستئناف في استئناف الأحكام الصادرة عن المحاكم العسكرية.

المادة 201: تتمتع المحاكم العسكرية في الدرجة الأولى بالنظر في جميع الجناح والمخالفات والانتهاكات ذات الصلة التي يرتكبها العسكريون وأمثالهم بغض النظر عن رتبهم و/أو وضعهم.

المادة 202: يحدد القانون الصلاحيات وقواعد تعيين الأعضاء والتنظيم وسير العمل وكذلك الإجراءات المتبعة أمام المحاكم العسكرية.

الباب الحادي عشر: المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي

المادة 203: تم إنشاء مجلس اقتصادي واجتماعي وثقافي وبيئي.

المادة 204: المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي هو هيئة استشارية مكلفة بإبداء الرأي في المسائل ذات الطابع الاقتصادي والاجتماعي والثقافي أو البيئي.

يجوز لرئيس الجمهورية أو رئيس الجمعية الوطنية أو رئيس مجلس الشيوخ أن يستشيرهم في المسائل الواقعة ضمن اختصاصه.

ويمكنه أيضاً القيام بتحليل مسائل التنمية الاقتصادية أو الاجتماعية أو الثقافية أو البيئية.

المادة 205: يتألف المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي من واحد وعشرين عضواً من بينهم رئيس وعشرين مستشاراً.

المادة 206: يتم تعيين رئيس المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي بمرسوم من رئيس الجمهورية بعد استشارة رئيس الجمعية الوطنية ورئيس مجلس الشيوخ.

المادة 207: يحدد قانون تنظيمي قواعد تعيين أعضاء المجلس الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والبيئي ومدة ولايتهم وطرق تنظيمه وسير عمله.

الباب الثاني عشر: اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان

المادة 208: تم إنشاء لجنة وطنية لحقوق الانسان.

المادة 209: اللجنة الوطنية لحقوق الانسان هي سلطة إدارية مستقلة.

المادة 210: تتولى اللجنة الوطنية لحقوق الانسان مهمة تعزيز وحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية.

المادة 211: تتمتع اللجنة الوطنية لحقوق الانسان باستقلالية في اختيار القضايا التي تنظر فيها عن طريق الإحالة الذاتية.

للجنة مطلق الحرية في إبداء آرائها التي ترسلها إلى رئيس الجمهورية وتنتشرها للرأي العام.

المادة 212: تتكون اللجنة الوطنية لحقوق الانسان من أحد عشر عضواً، تسعة منهم يتم انتخابهم من قبل مؤسساتهم الخاصة بهم، واثنين يتم تعيينهما من بين الشخصيات المرجعية.

المادة 213: فترة ولاية أعضاء اللجنة الوطنية لحقوق الانسان هي أربع سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

المادة 214: يتم تحديد صلاحيات اللجنة الوطنية لحقوق الإنسان وقواعد التعيين والتنظيم وسير العمل بقانون.

الباب الثالث عشر: السلطة العليا للإعلام السمعي البصري

المادة 215: تم إنشاء سلطة عليا للإعلام السمعي البصري.

المادة 216: السلطة العليا للإعلام السمعي البصري هي سلطة إدارية مستقلة.

المادة 217: تتمثل مهمة السلطة العليا للإعلام السمعي البصري في تنظيم الأنشطة المتعلقة بالإعلام والاتصالات وضمان حرية التعبير والاتصالات.

وتمارس صلاحياتها على وسائل الإعلام المرئية والمسموعة والصحافة المكتوبة والوسائط الإلكترونية العامة والخاصة والمدونات الإلكترونية.

المادة 218: تتألف السلطة العليا للإعلام السمعي البصري من تسعة أعضاء من بينهم رئيس، وثمانية مستشارين يتم تعيينهم بمرسوم من رئيس الجمهورية.

فترة ولاية أعضاء السلطة العليا للإعلام السمعي البصري هي ثلاث سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

المادة 219: تنتخب السلطة العليا للإعلام السمعي البصري مكتبها من بين أعضائها.

المادة 220: يحدد القانون صلاحيات السلطة العليا للإعلام السمعي البصري وقواعد التعيين والتنظيم وسير العمل.

الباب الرابع عشر: المجلس الأعلى للسلطات التقليدية

المادة 221: تم إنشاء مجلس أعلى للسلطات التقليدية.

المادة 222: المجلس الأعلى للسلطات التقليدية هو مجلس استشاري.

وهو يعطي رأياً مبرراً في القضايا المتعلقة بالسلطات التقليدية، ويشارك في التسوية غير القضائية للنزاعات.

المادة 223: السلطات التقليدية التي يتألف منها المجلس الأعلى للسلطات التقليدية هي:

- السلاطين؛

- رؤساء السلطات المحلية التقليدية.

المادة 224: يتألف المجلس الأعلى للسلطات التقليدية من ثلاثة وعشرين عضواً من بينهم رئيس، واثنين وعشرين مستشاراً.

وفترة أعضاء المجلس الأعلى للسلطات التقليدية ست سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

المادة 225: يحدد القانون طريقة التعيين وقواعد تنظيم وسير عمل المجلس الأعلى للسلطات التقليدية.

الباب الخامس عشر: السلطات التقليدية والعرفية

المادة 226: السلطات التقليدية والعرفية هي الضامنة للعادات والتقاليد.

المادة 227: تساهم السلطات التقليدية والعرفية في الإشراف على السكان ودعم عمل التجمعات المستقلة.

المادة 228: تشارك السلطات التقليدية والعرفية بشكل خاص في:

- ترقيّة العادات والتقاليد؛
- تعزيز السلام والتنمية والوئام الاجتماعي؛
- التسوية غير القضائية للخلافات التي تقع ضمن دائرة اختصاصها الإقليمي.

المادة 229: السلطات التقليدية والعرفية متعاونة مع الإدارة فيما يتعلق باحترام الحريات وحقوق الإنسان.

المادة 230: يحدد القانون النظام الأساسي وصلاحيات وتنظيم السلطات التقليدية والعرفية.

الباب السادس عشر: وسيط الجمهورية

المادة 231: تم تأسيس سلطة تسمى "وسيط الجمهورية".

المادة 232: إنّ وسيط الجمهورية هو سلطة إدارية مستقلة، مكلفة بمهمة الوساطة في الخدمة العامة.

المادة 233: يشارك وسيط الجمهورية في التسوية السلمية للخلافات ويتلقى الشكاوى المتعلقة بعمل الإدارة العامة للتجمعات المستقلة والمؤسسات العامة وأي هيئة تُعهد إليها مهمة الخدمة العامة.

المادة 234: يُعيّن وسيط الجمهورية بمرسوم من رئيس الجمهورية.

ويتم اختياره من بين كبار الشخصيات المشهود لها بالاستقامة الأخلاقية والخبرة العالية بالإدارة العامة والمعرفة الجيدة للمجتمع التشادي.

المادة 235: يحدد القانون صلاحيات وقواعد تنظيم وسير عمل الأقسام وإجراءات الإحالة إلى وسيط الجمهورية.

الباب السابع عشر: الهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات

المادة 236: تم تأسيس هيئة وطنية مستقلة ودائمة تسمى "الهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات".

المادة 237: تكلف الهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات بتنظيم وإدارة جميع العمليات الانتخابية وعمليات الاستفتاء.

المادة 238: تعمل الهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات، في ممارسة مهمتها، باستقلالية تامة وحيادية ونزاهة وشفافية ومهنية.

المادة 239: ليس للهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات صلة هرمية بمؤسسات الدولة الأخرى.

وهي مستقلة في اتخاذ القرارات التي تدخل في إطار ممارسة الصلاحيات المخولة لها.

المادة 240: يحدد قانون تنظيمي صلاحيات وقواعد تعيين الأعضاء وتنظيم وتشكيل وسير عمل الهيئة الوطنية لإدارة الانتخابات.

الباب الثامن عشر: الدفاع الوطني والأمن

المادة 241: الدفاع الوطني والأمن مكفولان من قبل قوات الدفاع والأمن.

المادة 242: تتألف قوات الدفاع والأمن من:

- الجيش الوطني التشادي؛
- الدرك الوطني؛
- الشرطة الوطنية؛

- الحرس الوطني للبدو والرحل.

المادة 243: قوات الدفاع والأمن هي في خدمة الأمة.

وهي خاضعة للشرعية الجمهورية.

وتابعة للسلطة المدنية.

المادة 244: قوات الدفاع والأمن هي غير سياسية.

ولا يجوز لأحد أن يستخدمها لأغراض شخصية.

المادة 245: يكفل الجيش الوطني التشادي الدفاع عن الوطن.

المادة 246: تكفل قوات الدرك الوطني والحرس الوطني للبدو والرحل

والشرطة الوطنية حفظ النظام العام والأمن.

الفصل الأول: الجيش الوطني التشادي

المادة 247: مهمة الجيش الوطني التشادي هي الدفاع عن وحدة

الأراضي، والوحدة الوطنية، وضمان الاستقلال الوطني وتأمين البلاد

من أي اعتداء أو تهديد خارجي.

المادة 248: يشارك الجيش الوطني التشادي في مهام التنمية الاقتصادية

والاجتماعية وكذلك في العمليات الإنسانية.

الفصل الثاني: الدرك الوطني

المادة 249: مهام الدرك الوطني هي:

- حماية الأشخاص والممتلكات؛

- الحفاظ على النظام العام واستعادته؛

- فرض احترام القوانين واللوائح.

الفصل الثالث: الشرطة الوطنية

المادة 250: مهام الشرطة الوطنية هي:

- ضمان أمن الدولة؛
- الحفاظ على النظام العام واستعادته؛
- ضمان سلامة الأشخاص والممتلكات؛
- ضمان الطمأنينة والسلامة العامة؛
- ضمان احترام القوانين واللوائح.

الفصل الرابع: الحرس الوطني للبدو والرحل

المادة 251: مهمة الحرس الوطني للبدو والرحل هي:

- حماية السلطات السياسية والإدارية؛
- حماية المباني العامة؛
- الحفاظ على النظام في المناطق الريفية ومناطق الرحل؛
- حراسة السجون ومراقبتها.

المادة 252: تُمارس قوات الدرك الوطني والشرطة الوطنية والحرس الوطني للبدو والرحل عملها في جميع أنحاء الأراضي الوطنية في احترام للحريات وحقوق الإنسان.

المادة 253: يحدد القانون صلاحيات وتنظيم وسير عمل الجيش الوطني، والحرس الوطني للبدو والرحل، والدرك الوطني، والشرطة الوطنية.

الباب التاسع عشر: التجمعات المستقلة

المادة 254: التجمعات المستقلة لجمهورية تشاد هي:

- البلديات؛

- الولايات.

المادة 255: يحدد قانون تنظيمي عدد التجمعات المستقلة وتسميتها وحدودها الإقليمية.

المادة 256: تتمتع التجمعات المستقلة بالشخصية الاعتبارية. ويكفل لها الدستور استقلاليتها الإدارية والمالية والتراثية والاقتصادية.

المادة 257: تدبر التجمعات المستقلة نفسها بحرية من خلال المجالس المنتخبة التي تسوّى - عبر مداولاتها - القضايا التي يكلفها بها الدستور والقانون.

إن مداولات المجالس المحلية نافذة بقوة القانون.

غير أنه لا يمكن أن تتعارض مع الأحكام الدستورية والتشريعية والتنظيمية.

المادة 258: يُنتخب أعضاء المجالس المحلية بالاقتراع العام المباشر لمدة ست سنوات قابلة للتجديد.

يحق للتشاديين من كلا الجنسين الذين تبلغ أعمارهم 21 عاماً كحد أدنى والمستوفين للشروط المنصوص عليها في القانون الترشح في الانتخابات المحلية.

المادة 259: تُنتخب المجالس المحلية هيئات تنفيذية داخلها لمدة ثلاث سنوات قابلة للتجديد.

الهيئات التنفيذية مسؤولة أمام المجالس المحلية.

المادة 260: تكفل الدولة الإشراف على التجمعات المستقلة. ويمثلها في تلك المناطق رؤساء الوحدات الإدارية اللامركزية، المكلفة بالدفاع عن المصالح الوطنية وإنفاذ القوانين واللوائح.

لا يجوز لأي تجمّع مستقل ممارسة الإشراف على تجمّع مستقل آخر.

المادة 261: تسهر الدولة على التنمية المتسقة للتجمعات المستقلة على أساس التضامن الوطني والإمكانات الإقليمية والتوازن الإقليمي.

المادة 262: على أساس مبدأ التبعية، تتمتع التجمعات المستقلة بالاختصاصات الحصرية والاختصاصات المشتركة مع الدولة وفقاً للشروط التي يحددها القانون.

تتمتع التجمعات المستقلة، في مجالات اختصاصها الخاصة بها وداخل دائرة اختصاصها، بسلطة تنظيمية لممارسة صلاحياتها.

المادة 263: تتمتع التجمعات المستقلة بوظيفة عامة محلية.

تقوم بتوظيف عمالها وتدير حياتهم المهنية.

المادة 264: تصوّت التجمعات المستقلة وتنفّذ ميزانيتها.

المادة 265: تتكون موارد التجمعات المستقلة بشكل خاص مما يلي:

- الدخل من الضرائب والرسوم التي يتم التصويت عليها من قبل مجالس التجمعات المستقلة والتي تحصل عليها هي مباشرة؛
- الحصص التي هي حق لها من عائدات الضرائب والرسوم المحصلة لصالح ميزانية الدولة؛
- عائدات الهبات والإعانات التي تخصصها الدولة؛
- عائدات القروض التي تعاقدت عليها التجمعات المستقلة، سواء في السوق الداخلية أو في السوق الخارجية بعد موافقة السلطات النقدية الوطنية، بضمان من الدولة أو بدونه؛
- التبرعات والتراكت؛
- العائدات من تراثها؛
- النسبة المئوية على ناتج موارد الأرض وباطن التربة المستغلة على أراضيها.

المادة 266: تتصرف التجمعات المستقلة بحرية في مواردنا.

ويمكن أن تحصل على كل أو جزء من الضرائب من أي نوع.

تمثل الإيرادات الضريبية والموارد الخاصة الأخرى للتجمعات المستقلة، لكل فئة من فئات التجمع، حصة محددة من مجموع مواردنا.

المادة 267: أي نقل للاختصاصات بين الدولة والتجمعات المستقلة يكون مصحوباً بتخصيص موارد مكافئة لتلك المكرسة لممارستها.

المادة 268: أي إنشاء أو توسيع للاختصاصات مؤدٍ إلى زيادة إنفاق التجمعات المستقلة يكون مصحوباً بموارد.

المادة 269: يحدد القانون شروط تنفيذ هذه القواعد وينص على آليات الموازنة التي تهدف إلى تعزيز المساواة بين التجمعات المستقلة.

المادة 270: ينص القانون على آلية مستقلة لتطوير التجمعات المستقلة.

المادة 271: عندما يكون تعاون العديد من التجمعات المستقلة ضرورياً لتحقيق مشروع ما، تتفق التجمعات المعنية على شروط تعاونها.

المادة 272: سيتم بموجب قانون تنظيمي تحديد:

- القواعد المتعلقة بالوضع القانوني للتجمعات المستقلة وصلاحياتها وتنظيمها وسير عملها وكذلك علاقاتها مع الدولة؛
- شروط الإدارة الديمقراطية لشؤونها عبر البلديات والولايات، وعدد أعضاء المجالس، والقواعد المتعلقة بالأهلية، وحالات عدم التوافق، وكيفية حظر تراكم فترات الولاية، وكذلك النظام الانتخابي والأحكام المتعلقة بضمان مشاركة النساء والشباب في المجالس البلدية والولائية؛
- شروط سير مداورات مجالس البلديات والولايات وقراراتها وفقاً لأحكام الدستور؛
- اختصاصاتها الحصرية واختصاصاتها المشتركة مع الدولة؛
- النظام المالي والمحاسبي للبلديات والولايات ؛
- الموارد وطرق تسيير آلية تطوير التجمعات المستقلة؛
- شروط وإجراءات تكوين المجموعات؛
- الأحكام التي تحفز التعاون بين البلديات؛
- القواعد المتعلقة بالتشغيل السليم، والإدارة الحرة، والرقابة الإدارية على الصناديق والبرامج، وتقييم السياسات العامة المحلية والمساءلة.

الباب العشرون: التعاون والمعاهدات والاتفاقيات الدولية

المادة 273: يجوز لجمهورية تشاد إبرام اتفاقيات تعاون أو شراكة مع دول أخرى على أساس مبادئ المساواة والاحترام المتبادل للسيادة وسلامة الأراضي والمصالح المتبادلة والكرامة الوطنية.

وجوز لها أن تنشئ مع الدول هيئات مشتركة للإدارة والتنسيق والتعاون في الميادين الاقتصادية والنقدية والمالية والعلمية والتقنية والعسكرية والثقافية.

المادة 274: يتفاوض رئيس الجمهورية على المعاهدات ويصادق عليها.

المادة 275: إن معاهدات السلم والدفاع والتجارة والمعاهدات المتعلقة باستخدام الأراضي الوطنية أو استغلال الموارد الطبيعية؛ والاتفاقيات المتعلقة بالتنظيم الدولي، أو تلك التي تُفحم مالية الدولة أو تلك المتعلقة بحالة الأشخاص، لا يمكن الموافقة أو التصديق عليها إلا بعد موافقة من البرلمان.

لا تدخل هذه المعاهدات والاتفاقيات حيز التنفيذ إلا بعد الموافقة والتصديق عليها.

لا يجوز التنازل ولا التبادل ولا ضم الأراضي دون موافقة الشعب المعبر عنها باستفتاء.

المادة 276: إذا أعلن المجلس الدستوري بعد أن أبلغه رئيس الجمهورية أو رئيس الجمعية الوطنية أو مجلس الشيوخ، أن التزاماً دولياً يتضمن شرطاً مخالفًا للدستور، فإنه لا يجوز منح الإذن بالتصديق إلا بعد مراجعة الدستور.

المادة 277: تكون للمعاهدات أو الاتفاقات المصدق عليها حسب الأصول، بمجرد نشرها، سلطة أعلى من سلطة القوانين الوطنية، رهناً بتطبيق الطرف الآخر لكل اتفاق أو معاهدة.

الباب الحادي والعشرون: اعتماد مشروع الدستور

المادة 278: يجوز لرئيس الجمهورية، بعد التشاور مع البرلمان، أن يقدم مشروع الدستور للاستفتاء.

المادة 279: يمكن اعتماد مشروع الدستور عن طريق الاستفتاء إذا وافقت عليه أغلبية ثلثي أعضاء الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ مجتمعين في جلسة عامة.

الباب الثاني والعشرون: مراجعة الدستور

المادة 280: يحق لرئيس الجمهورية، بعد اتخاذ قرار في مجلس الوزراء، ولأعضاء البرلمان الشروع بشكل متزامن في مراجعة الدستور.

ولكي يؤخذ في الاعتبار، يجب التصويت على مشروع أو مقترح المراجعة، بصيغة مماثلة، بأغلبية ثلثي أعضاء الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ.

المادة 281: تتم الموافقة على مراجعة الدستور عن طريق الاستفتاء.

غير أنه يمكن إجراء مراجعة فنية بأغلبية ثلاثة أخماس (5/3) أعضاء الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ مجتمعين في جلسة عامة. ومع ذلك، يمكن إجراء تنقيح تقني بموافقة أغلبية ثلاثة أخماس أعضاء الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ مجتمعين في جلسة عامة.

المادة 282: لا يجوز الشروع في أي مراجعة أو مواصلتها عندما تمس:

- سلامة الأراضي أو الاستقلال أو الوحدة الوطنية؛
- الشكل الجمهوري للدولة، ومبدأ الفصل بين السلطات، والعلمانية؛
- حقوق المواطن وحرياته الأساسية؛
- التعددية السياسية.

المادة 283: لا يجوز الشروع في أي مراجعة عندما يمارس رئيس الجمهورية السلطات الاستثنائية أو عندما يتولى رئيس مجلس الشيوخ بالنيابة منصب رئيس الجمهورية وفقاً لأحكام المادتين 82 و93 من هذا الدستور.

الباب الثالث والعشرون: الأحكام الانتقالية والختامية

المادة 284: يتم اعتماد هذا الدستور بالاستفتاء.

ويدخل حيز التنفيذ فور إصداره من قبل رئيس الجمهورية خلال ثمانية أيام بعد إعلان المحكمة العليا عن نتائج الاستفتاء الخاص باعتماد هذا الدستور.

المادة 285: يظل رئيس الجمهورية الحالي في منصبه إلى حين تنصيب الرئيس المنتخب.

المادة 286: يستمر المجلس الوطني الانتقالي في ممارسة وظيفته التشريعية حتى تشكيل الجمعية الوطنية المنتخبة.

المادة 287: تستمر المؤسسات القائمة بممارسة وظائفها وصلاحياتها وفقاً للقوانين واللوائح النافذة حتى إنشاء المؤسسات الجديدة.

المادة 288: يستمر العمل بالقوانين السارية التي لا تتعارض مع هذا الدستور.

المادة 289: تتخذ التدابير اللازمة لإنشاء المؤسسات المكرسة في هذا الدستور إما عن طريق التشريع أو بمرسوم يتخذ في مجلس الوزراء.

يتم إنشاء مؤسسات الجمهورية خلال الفترة الثانية من المرحلة الانتقالية.

المادة 290: ريثما يتم تشكيل مجلس الشيوخ، تؤول صلاحيات هذا الأخير إلى الجمعية الوطنية.

المادة 291: يلغي هذا الدستور فور صدوره الميثاق الانتقالي المعدل الصادر في 21 أبريل 2021 وكذلك جميع الأحكام السابقة المخالفة له.